

la Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

N° 48. — Vendredi 8 août 1930

HEBDOMADAIRE

Prix : 0 fr. 50

A ROUBAIX-TOURCOING

La poussée ouvrière contraint les chefs réformistes à la grève générale

Depuis l'application des assurances sociales, la retenue sur les salaires et l'institution, par le consortium textile, de la prime de fidélité — en réalité prime d'esclavage — un vif mécontentement regnaît parmi les ouvriers du textile de Roubaix-Tourcoing et environs.

Malgré la volonté de lutte des ouvriers, malgré les grèves d'Armentières, Houplines et de Lille, les chefs confédérés de Roubaix-Tourcoing avaient réussi jusqu'ici à éviter la grève. L'arrogance du consortium patronal qui déclarait par la voix de son secrétaire, le sinistre Ley « Maintien tel quel de la prime de fidélité et pas un sou d'augmentation », a mis un terme à la patience des travailleurs.

Dimanche matin 3 août, réunis en assemblée générale, les ouvriers confédérés de Roubaix-Tourcoing devant le néant obtenu avec les « pourparlers qui continuent » ont exigé que la grève générale soit décrétée pour le lendemain. Devant une telle situation, les chefs ont dû reculer et accepter la bataille à contre-cour.

Signalons en passant que cet événement est une réponse aux élèves stalinien de la région qui, il y a quelques mois encore, affirmaient nettement que jamais plus les syndicats confédérés n'accepteraient la grève et en combattraient même l'idée en toutes circonstances.

A l'heure où nous écrivons, 70.000 ouvriers de l'agglomération de Roubaix-Tourcoing sont déjà dans la lutte, sur un effectif d'un peu plus de 100.000.

Quelques dizaines d'usines continuent à travailler parce que satisfaction y a été accordée, d'après les syndicats confédérés. Sur ce point, la situation est extrêmement confuse et embrouillée. Dans telle fabrique, le patron accorde 0 fr. 20 ou 0 fr. 25 d'augmentation, mais les ouvriers y paient leur cotisation aux assurances sociales. Dans une autre usine, il n'y a pas d'augmentation, mais l'employeur paie la cotisation ouvrière. Dans tous ces cas, les chefs confédérés disent qu'il y a satisfaction, et invitent les ouvriers à rester au travail. Il importe qu'au plus vite nous sachions éclairer les ouvriers sur les dangers d'une telle situation volontairement embrouillée par les chefs réformistes.

A Roubaix-Tourcoing, les ouvriers sont confiants. Ils se disent : « Maintenant les deux syndicats sont pour la grève et nous pensons que ça ira. » Et tous font montre d'une belle ardeur dans la bataille qui commence. A Roubaix, notamment, ce sont des ouvriers socialistes qui, dans plusieurs usines, ont été les meilleurs pour entraîner leurs camarades à la grève. A ce sujet, on voudrait entendre Deleuze répéter ses discours d'il y a quelques mois sur les ouvriers « social-fascistes ».

L'Union régionale unitaire avait lancé le mot d'ordre de grève générale pour le Premier Août, mais quelques milliers seulement d'ouvriers firent grève. Il faut reconnaître sans fard que ce fut

un échec. D'ailleurs, le jour était on ne peut plus mal choisi ; c'est, en effet, le vendredi que la plupart des ouvriers touchent leur paye et d'autre part, les ouvriers y ont vu une coïncidence assez « explicable » avec la journée internationale du parti pour la lutte contre la guerre. Et enfin, tous les ouvriers savaient que, deux jours après, une décision définitive (et sans aucun doute pour la grève) serait prise par les syndicats confédérés.

Dans ces conditions tout militant sérieux se serait abstenu de lancer le mot d'ordre de grève générale pour le Premier Août qui, par son échec certain, ne peut qu'affaiblir notre position. Mais seulement, il ne fallait pas arriver après les chefs réformistes et il fallait surtout nous opposer. « S'ils ont déclaré la grève, c'est parce que nous, unitaires, l'avions déjà déclenchée le Premier Août. » On reconnaît que c'est là un bien maigre bénéfice politique.

Cependant, il ne faut pas nier que le travail des syndicats unitaires a été pour beaucoup dans l'évolution de l'état d'esprit des ouvriers confédérés qui ont imposé la grève à leurs chefs et cela doit inciter nos militants responsables, s'ils veulent gagner la bataille engagée, à avoir avec ces ouvriers des rapports et une politique qui seront autres que de grands développements sur le social-fascisme.

(La suite en 2^e page.)

LE PREMIER AOÛT, JOURNÉE SACRIFIÉE

L'année dernière, pour la journée internationale contre la guerre, la direction du Parti appelait les travailleurs à manifester « tous dans la rue », à se « rassembler en masses compactes », à « se défendre collectivement contre les brutalités policières », à « marcher en rangs serrés dans les groupes de défense pour imposer le droit de manifester et pour imposer la résistance de masse aux arrestations préventives ». Pendant plus d'un mois, de larges appels à la grève et au débauchage, des placards massifs étaient publiés par l'*Humanité*, et le 30 juillet, sous le titre : « En avant malgré toutes les menaces », Cachin écrivait : « Ils (les dirigeants bourgeois) ont réussi depuis ces dernières semaines à aguerrir, à éclairer les prolétaires sur la situation véritable, à les grouper plus solidement que jamais autour des militants et des organisations qu'ils persécutent; des centaines de mille d'hommes et de femmes résolus leur en donneront la preuve jeudi Premier Août. »

Cette année, la préparation de la journée internationale contre la guerre a été presque inexistante. La rubrique de l'*Humanité* était intitulée : « A pro-

pos du Premier Août », puis « A la veille du Premier Août ». La résolution du C. C. du 18 juillet — retirant le mot d'ordre de « grève politique de masse » et découvrant enfin que « la grève politique de masse n'est pas un jeu auquel on se livre périodiquement » — décapitait par avance, par son accent incertain, la journée. Elle se terminait par un appel aux « manifestations », « pour un Premier Août de lutte à l'usine et dans la rue », sans indiquer aux travailleurs aucune forme concrète de manifestation. Le 31 juillet, Florimond Bonte concluait : « Les travailleurs sauront, le Premier Août, sous les formes les plus diverses, manifester sous la direction du parti communiste... » Dans ce numéro, les onze meetings locaux organisés par le parti dans la région parisienne n'étaient même pas annoncés. Dans le but d'insérer plus étroitement la manifestation contre la guerre dans les préoccupations actuelles de la classe ouvrière, on noyait le mot d'ordre central parmi dix mots d'ordre : contre le versement ouvrier, contre les assurances sociales, contre la répression. Dans l'intention de se conformer

(La suite en 2^e page.)

A TOURS

Après le tournant, la direction chasse du parti les oppositionnels de gauche

Le comité régional de la région tourangelle vient d'inaugurer le tournant décisif en lui donnant sa pleine signification politique. Cinq exclusions viennent d'être prononcées. En ce qui me concerne, j'avais prévu cette étape de la politique des dirigeants régionaux comme devant être consécutive à mon élimination du bureau régional. Le « tournant » en a hâté l'heure. Il fallait, en effet, rendre impossible notre participation à toute discussion dans le parti. Brutalement, la direction a déposé son bilan. Il confirme toutes nos critiques de ces derniers mois. Il fournit le démenti le plus net à toutes les dénégations que les bureaucrates régionaux nous opposaient. Placé en fâcheuse posture, ils nous mettaient hors du parti. Ainsi vaincus sur le terrain politique, ils triomphent par des mesures d'organisation.

La résolution qui nous exclut est totalement dépourvue d'arguments politiques. Ils y sont remplacés par un style provocateur et des épithètes injurieuses : « renégats, traîtres, déserteurs », rien n'y manque.

Mais l'ouvrier lecteur du journal communiste, qui va lui apporter cette décision, ne se contentera pas de ces arguments. Il se demandera : Pourquoi et comment ces militants ouvriers sont-ils des traîtres ? Que disent-ils donc ? Que font-ils donc ? Nos procureurs ne lui ont pas encore expliqué nos désaccords politiques. Ils s'y refusent absolument et pour cause, n'apportant contre nous que des misérables ragots.

Le dernier numéro du journal régional « l'Avant-Garde » en est le meilleur exemple. Nous appartenons, paraît-il, à la « couche supérieure des ouvriers ». Nous personnifions l'incapacité, nous sommes adversaires résolus du travail pratique. L'ouvrier tourangeau se demandera comment l'un de ces incapables a pu diriger la région du parti, occuper ensuite une fonction responsable à la direction ! Il se demandera comment il se fait que lorsque cet incapable dirigeait la région, les effectifs du parti, son influence étaient beaucoup plus forts qu'aujourd'hui. Il se demandera comment il se fait que les capables qui dirigent aujourd'hui n'aboutissent qu'à vider le parti et à le déconsidérer.

Il jugera les capacités de sacrifice des uns et des autres à la lumière de leur passé. Et si il pensait qu'ils appartiennent à la « couche supérieure » des ouvriers, il se demandera à quelle couche appartiennent ceux qui les chassent aujourd'hui ? Les bistros, artisans, employés de coopératives et employés municipaux de St-Pierre-Corps des cellules Tours-Centre, Blanqui et « Kroupskaïa » sont-ils donc maintenant la classe ouvrière tourangelle ?

L'ouvrier révolutionnaire ne le croira pas. Il comprendra qu'il y a autre chose. Il y a les désaccords politiques qu'on lui masque. Nous nous emploierons à les éclaircir.

Mais dès maintenant, les cinq exclusions de la région tourangelle ont une valeur importante quant à l'appréciation du « nouveau tournant ». Les bureaucrates tourangeaux n'ont agi que suivant les instructions du bureau politique. Ces exclusions font partie de sa politique. Il faut chasser tous ceux qui demandent des comptes. On reconnaît aujourd'hui juste ce que nous disions hier, mais les responsables entendent se défilier. Cela ne leur est pas possible avec nous. Un tel tournant ne comporte donc aucune garantie. C'est un nouveau zig-zag — droite — dans lequel le bureau politique s'engage comme il s'engagea dans le précédent — gauche — non pas de sa propre initiative, mais de celle des bureaucrates de l'I. C.

Là sont les véritables responsables. Les méthodes d'étouffement bureaucratique, d'exclusion des ouvriers qui demandent des comptes, pratiquées ici ne sont que le reflet des méthodes en honneur dans l'I. C. Elles sont rendues indispensables pour le maintien au pouvoir d'une

(La suite en 2^e page.)

LA GREVE GENERALE DE ROUBAIX-TOURCOING

(Suite de la première page)

Malgré les sept mois de grève en 1928-1929 et malgré la lourde défaite qu'ils ont subie, les ouvriers d'Halluin-Menin étaient dès le lundi 4 août encore une fois dans la bataille. La grève est quasi-totale dans le textile, bâtiment et chaiseries, et englobe près de 10.000 ouvriers.

Ceux qui, l'année passée, rentraient dans les usines, vaincus par la misère, sont maintenant décidés à prendre leur revanche contre le consortium patronal et dans la bataille, ils sont un magnifique exemple pour les combattants de Lille, Roubaix, Tourcoing et Armentières.

Leur première manifestation fut chargée avec une brutalité inouïe par les gardes mobiles. Au cours de la charge, deux ouvrières furent blessées. Mais la riposte ne se fit pas attendre et sous les briques et les pavés lancés par les manifestants, les soldats de l'ordre reculèrent et laissèrent la manifestation se continuer.

Le soir, à la frontière belge, des autocars ramenant les ouvriers de Belgique qui n'avaient pas fait grève furent lapidés à coups de pierres; des briseurs de grève reçurent la correction. L'intervention des pandores d'Albert Ier ne fit pas reculer d'une semelle les ouvriers socialistes et communistes fraternellement unis dans la bataille. Des camarades arrêtés furent délivrés par la foule et deux gendarmes, l'un Français, l'autre Belge, ont pu apprécier les caresses d'une main de prolétaire. Un gendarme belge eut même son mousqueton cassé en deux; un autre fut blessé, ainsi que le commissaire de police de Menin qui avait ordonné aux gendarmes de charger leurs carabines. Un café de la frontière, fréquenté par des directeurs d'usines et où des « jaunes » s'étaient réfugiés, fut bombardé à coups de briques.

La presse bourgeoise régionale raconte que des grévistes ont tiré des coups de revolver. Et n'en est naturellement rien, ce furent de simples fusées qui ont été lancées et qui ont bien effrayé les défenseurs de l'ordre.

L'ignoble attitude des syndicats chrétiens

Jamais les syndicats chrétiens n'avaient pris aussi nettement position pour le patronat. Jusqu'ici ils se contentaient de dire : « La grève, oui, nous la faisons, mais seulement quand elle est absolument nécessaire et inévitable. »

Maintenant, ils sont beaucoup plus catégoriques et dans une affiche (reproduite par toute la presse bourgeoise de la région), où ils invitent les ouvriers à rester coûte que coûte au travail, ils affirment que la grève porte toujours préjudice aux intérêts des ouvriers (*sic*).

Comme entrée en fonction, ce n'est pas mal pour le cardinal Liénart, qui est le véritable chef des syndicats chrétiens du Nord.

Tout pour la grève, tout pour la victoire

Il y a à l'heure où nous écrivons déjà près de 100.000 ouvriers dans la lutte. La grève s'élargira sans doute encore.

Le patronat du Nord est décidé à une résistance féroce. Le gouvernement Tardieu met à sa disposition toutes les forces de l'Etat capitaliste. Déjà des milliers de gardes mobiles, organisés, armés et équipés à la moderne sont installés dans les cités industrielles en grève.

Mais les ouvriers veulent et peuvent arracher la victoire, pour eux et pour la classe ouvrière. Oui, si les militants responsables comprennent et savent réaliser une juste politique de front unique; quant à nous, militants de l'opposition unitaire, nous ne voulons pas nous contenter de participer uniquement à la lutte, en spectateurs et signaler les fautes des autres; mais nous voulons notre place et des responsabilités dans la grève. C'est pourquoi nous nous mettons à la disposition de l'U. R. et du comité central de grève.

Albert CORNETTE.

LES EXCLUSIONS DE TOURS

(Suite de la première page)

fraction dont la politique a oscillé de la droite à la gauche. D'aucuns nous diront : Mais vous l'avez appuyée pendant toute une époque...

C'est vrai. Non point que nous ayons comme d'aucuns tout approuvé. Mais chaque fois, aux étapes les plus marquantes : comité anglo-russe, révolution chinoise, nous séparions les fautes et les erreurs de la « ligne générale ». Nous nous laissions abuser par la théorie du « socialisme dans un seul pays ». A une époque, il a été de mode dans le parti de nous demander la reconnaissance de nos erreurs. Il nous est possible de faire aujourd'hui ce que nous n'avons pas accordé aux bureaucraties. Notre erreur est de nous être trop longtemps trompés sur le cours politique de l'Internationale, notre erreur c'est d'avoir participé à la lutte contre l'opposition de gauche.

C'est avec elle que nous pouvons procéder à notre véritable « auto-critique ». Notre rencontre sur une plate-forme commune n'a pas été le fruit de combinaisons politiques, d'accords plus ou moins circonstanciels, de compromis, mais la rencontre normale de ceux qui, partis de points différents, marchent vers le même but.

Notre entrée en lutte aux côtés de l'opposition de gauche a aussi une autre signification. Elle ne représente pas seulement l'adhésion de quelques militants. Elle représente un courant dans le parti et dans la classe ouvrière. Elle démontre qu'il ne faut pas abandonner les ouvriers qui sont encore dans le parti, même lorsqu'ils s'associent à la lutte contre nous. Leurs yeux s'ouvriront comme les nôtres se sont ouverts, et c'est avec eux que l'opposition de gauche redressera le parti et l'I.C.

A. BERNARD.

Déclaration des exclus aux membres du Parti de la Région Tourangelle

Le comité régional du Parti dans sa réunion du 29 juillet a décidé notre exclusion sans porter à la connaissance du Parti notre réponse aux conditions qu'il nous avait posées. Les dirigeants régionaux ont manœuvré pour que les trois d'entre nous qui appartenions au comité régional ne puissions être présents.

Ces exclusions sont prononcées en dehors et contre les organisations de base auxquelles nous appartenons.

La cellule de Giuneau a à peine amorcé la discussion.

La cellule de l'Etat à laquelle appartient François a été liquidée par la politique stupide de la direction.

La cellule du Morier à laquelle appartient Bernard ne fonctionne plus depuis six mois bien que le responsable en soit Doussaint, membre du bureau régional, après Gohard, qui convoquait la cellule mais n'y venait pas.

La cellule des ateliers P. O. à laquelle appartiennent Delabarre et Dognon, est solidaire de ces camarades.

Aucun argument politique n'est apporté contre nous, mais seulement une basse polémique injurieuse et provocatrice.

Les raisons sont que la direction régionale par notre exclusion brusquée a voulu empêcher notre participation à la discussion du nouveau tournant de la politique du Parti.

Il lui aurait fallu expliquer pourquoi notre position sur la question de la grève politique de masses, opportuniste il y a un mois est aujourd'hui reprise par la direction du Parti.

La direction reprend aujourd'hui nos mots d'ordre, mais elle est incapable de les expliquer et de les appliquer, les bureaucraties régionales sont pour ce tournant comme pour tous les autres sans discussion. Mais vaincus politiquement, pour tenir quand même, il ne leur restait qu'une issue : nous écarter de la discussion dans le Parti. Pour cela, ils ne craignent pas d'aggraver la situation de celui-ci par des mesures d'exclusion qui prennent une allure de scission. Etouffant tout le débat politique, ils tentent de le remplacer par un système de provocations

qui a déjà donné ses premiers résultats au meeting du 1er août où quelques malheureux sont venus nous insulter.

Exclus du Parti, nous continuerons à lutter avec lui, avec les ouvriers qui restent dans son sein, pour les éclairer et les aider à lutter pour le redressement nécessaire. Le « tournant » ne liquide pas le débat. Il n'est pas pour la direction du Parti une reconnaissance de ses fautes et de ses erreurs politiques. Il lui est imposé par l'I. C. qui elle non plus n'agit pas par clairvoyance politique. Le « tournant » lui est seulement imposé par le bilan de la direction du Parti :

50.000 lecteurs de moins à l'Humanité; Plusieurs milliers de membres du Parti en moins;

Des dizaines de milliers de syndiqués unitaires disparus;

Une rupture totale entre le Parti et la classe ouvrière, qui se montre dans les grèves du Nord et plus près de nous à Angers.

C'est la ruine du Parti seule qui détermine le nouveau tournant. Nous ne pouvons avoir confiance dans ces conditions et nous ne pouvons surtout avoir confiance dans la direction qui l'applique. Cette direction tente d'esquiver ses responsabilités en les rejetant sur le dos de la base sans vouloir reconnaître la fausseté de sa ligne politique d'hier. La nouvelle ligne ainsi déterminée sera elle aussi fautive, car elle n'est pas la ligne de la base, mais celle des bureaucraties et sera par conséquent une ligne opportuniste.

Pour masquer tout cela, il ne suffira pas de déverser sur nous les injures, il ne suffira pas des misérables arguments de l'Avant-Garde. L'utilisation d'un article de Trotzky contre nous sonne quelque peu faux.

Que nos dirigeants régionaux publient donc ce qu'a écrit Trotzky des bureaucraties de l'acabit, de ceux qui nous chassent !

Incapables ? Ce n'est pas nous qui avons conduit le Parti dans l'état lamentable où il est dans notre région. Nous l'avions autrement enraciné dans les usines, nous l'avions autrement lié aux ouvriers. Si cette épithète doit être appliquée à d'aucuns, elle va admirablement à ceux qui nous l'appliquent. Qu'ils dressent leur bilan : désagrégation du Parti, des syndicats unitaires, perte des coopératives. Liquidation de la base ouvrière de nos organisations ! Voilà un bilan concluant sur la « capacité » de nos censeurs.

Et ils ont vraiment de l'audace quand ils posent la question de ce que nous avons fait dans la lutte contre les assurances sociales. *Vraisemblablement plus qu'eux, qui n'ont rien su faire* et il est vraiment admirable de voir ces gens écrire : les ouvriers luttent et « nos vrais communistes » ne s'en aperçoivent pas !

Or nous avions prévu que les ouvriers lutteraient et pas eux. Et nous avions prévu que les ouvriers lutteraient en dehors du Parti et de la C. G. T. U., et c'est ce qui malheureusement arrive ! Mais de cela nos bureaucraties, eux, ne s'en aperçoivent pas.

Rassemblement des forces anti-communistes de la région ? Cliché facile que nous jeterons bas facilement. Ce qui est vrai c'est que la lutte contre nous est le fruit d'un rassemblement disparate. Le bloc de ceux qui hurlent à notre trahison comprend tous les véritables droitiers, tous les véritables sceptiques, les phraseurs, les incapables, les passifs. Regardez-vous, messieurs, dans la glace que vous nous tendez.

Traîtres ? Ceux qui nous chassent ont pris la responsabilité de nous lancer cette injure.

Ouvriers communistes de la région tourangelle, si d'aucuns devaient être chassés du Parti, ce n'étaient pas ceux qui lui ont donné toute leur activité, qui ont contribué pendant toute une époque à lui gagner des forces nouvelles, ce sont ceux qui l'ont désagrégé, affaibli et qui continuent encore !

S'il y a des traîtres, ils ne sont pas du côté de ceux qui jettent le cri d'alarme ! La trahison elle est installée en maîtresse dans la direction actuelle de vos organisations. Trahison inconsciente, mais qui vous désarme devant l'ennemi de classe !

La trahison c'est la politique de la bureaucratie dirigeante. C'est cela qu'il faut combattre avec nous.

Les exclus ne passent pas dans l'autre camp. Ils restent à vos côtés. Ils vous appellent à lutter pour leur réintégration, pour une politique juste du Parti et de l'Internationale.

GLUNEAU, DOGNON, DELABARRE, FRANÇOIS, BERNARD.

LE PREMIER AOUT SACRIFIE

(Suite de la première page)

aux nouvelles directives on ajoutait en gros caractères : « Travailleurs socialistes et communistes, confédérés, unitaires et inorganisés, réalisez le front unique de lutte. » Le *front unique*, c'est la mobilisation de larges couches ouvrières, derrière les mots d'ordre dont les révolutionnaires leur font comprendre qu'ils servent leurs intérêts. Il ne suffit pas plus d'en imprimer la formule pour le réaliser, qu'il ne suffit d'imprimer la formule « grève générale politique des masses » pour faire sortir le prolétariat des usines et des chantiers. En fait, les ouvriers étaient abandonnés à eux-mêmes.

Tardieu avait procédé le Premier Août à une mobilisation massive.

La racaille policière tenait le pavé. Des barrages policiers obstruaient l'entrée des meetings. A chacun d'eux assistèrent cent à deux cents ouvriers, les plus décidés, les plus fidèles à l'action révolutionnaire. Il n'y eut aucun meeting central.

En réalité, la journée internationale contre la guerre fut sacrifiée par les bureaucraties. Elle fut sacrifiée aux contradictions du tournant Pris entre les excès d'hier et les modérations d'aujourd'hui, les bureaucraties s'en sont tirés par l'abstention. Cependant l'effervescence contre les assurances sociales, les amples mouvements grévistes du Nord, l'émotion créée autour de l'Humanité en péril permettaient à la direction du parti d'organiser une manifestation ouvrière sérieuse.

La lutte du prolétariat contre la guerre impérialiste, ne se limite pas à une journée. Elle résulte de toute la lutte de classe menée contre la bourgeoisie impérialiste, contre l'impérialisme qui conduit à la guerre. Elle se fortifie dans les luttes économiques quotidiennes et dans ses manifestations politiques. Elle tient avant tout à la puissance de ses organisations révolutionnaires et de son parti communiste.

Si la direction de l'Internationale Communiste décide d'opérer sur un jour donné une large mobilisation des forces ouvrières, il est alors nécessaire qu'elle travaille sérieusement à réaliser pour ce jour fixé une ample mobilisation derrière ses mots d'ordre. Mais si adoptant le principe d'une journée, elle désigne de travailler à en faire une réalisation, elle gaspille seulement la confiance des ouvriers révolutionnaires.

La fixation bureaucratique d'une journée a été accompagnée en 1929 d'excès gauchistes et en 1930 d'une passivité opportuniste. Deux fois la bureaucratie stalinienne et ses suiveurs, Cachin et Gitton, ou Cachin et Thorez, se sont montrés incapables de guider les ouvriers révolutionnaires dans la lutte contre la guerre et l'impérialisme.

La direction de l'Internationale prétendait justifier ses mots d'ordre d'adventure de 1929 par l'analyse falsifiée des antagonismes suraigus entre les impérialismes, par la combattivité et la préparation politique de la classe ouvrière. Veut-elle dire que les antagonismes tendent à s'apaiser, que l'essor des masses tend à décroître ? Voilà à quelles impasses conduisent les analyses factices de la bureaucratie.

Les ouvriers révolutionnaires, les travailleurs communistes comprendront la leçon du morne Premier Août 1930, le Premier Août du tournant. Ils comprendront que les bureaucraties ne peuvent donner vie aux formules auxquelles ils se raccrochent.

Avec l'opposition de gauche, les ouvriers lutteront pour que la discussion vivante de la base ouvrière, l'élaboration d'analyses sérieuses rendent au parti la force et la fermeté qui doivent le placer à la tête des masses prolétaires.

A TOURS,

« La Vérité »

est en vente

à la Librairie

angle de la rue Blaise Pascal

et de la rue Auguste Comte.

EN CHINE

LE MOUVEMENT PAYSAN
SE DÉVELOPPE

Les dépêches annoncent que le mouvement des partisans dans la Chine centrale a pris une ampleur considérable. Le mouvement révolutionnaire domine le Honan le Kiang-Si, le Hou-Pei, certaines régions du Hou-Nan, du Koung-Si, du Fou-Kien et du Chan-Toung. Les révolutionnaires se sont emparés de Tchang-Cha et menacent Han-Kéou.

Les dépêches bourgeoises sont prodigieuses de détails sur les soit-disant pillages et actes de barbarie des troupes révolutionnaires. Elles révèlent aussi les exécutions de communistes dans les centres menacés et — ce qui est plus important — la défection de troupes loyalistes qui passent aux révolutionnaires. Les forbans impérialistes préparent leur intervention sanguinaire.

Le mouvement révolutionnaire se développe largement contre Tchang-Kai Chek dans les régions mêmes qu'il a dû désarmer pour reporter ses forces contre les généraux nordistes. La Chine est toujours la proie des cliques militaristes qui se disputent le pouvoir. Ni le bourreau des ouvriers chinois, Tchang-Kai-Chek, ni ses rivaux du Nord, serviteurs zélés des impérialismes, n'ont abouti à constituer une Chine bourgeoise, unie et libérée du joug impérialiste. Le conflit anarchique des cliques militaires se déroule sur l'arrière-fond de la misère effroyable de dizaines et de dizaines de millions de paysans chinois asservis par les propriétaires fonciers, ruinés par les impôts, l'usure, le pillage et les taxes militaires.

L'effervescence révolutionnaire n'a jamais cessé dans ces provinces où reflua le mouvement révolutionnaire après que la politique stalinienne eût trois fois conduit à l'écrasement le mouvement prolétarien chinois. Les bandes de partisans, formées surtout de paysans pauvres, ont guérrillé héroïquement et audacieusement ; les meilleurs se livrant à une action authentiquement révolutionnaire, instituant le partage des terres, abolissant les redevances usuraires, exterminant les propriétaires fonciers ; mais les autres, gagnées par le lumpen, démoralisées par l'isolement du prolétariat des villes, quelquefois dominées par des koulaks ou des propriétaires fonciers, dégénéraient dans les excès « du pillage, de l'incendie, de l'assassinat sous la direction d'éléments déclassés » (circulaire du P. C. chinois). A la tête d'une des meilleures se trouve le camarade Tehou-Dé, ancien étudiant en Allemagne et général de division du gouvernement de Wan-Tin-Wei dont les dépêches annoncent l'avance à 120 kilomètres de Nantchang.

C'est le devoir de tout communiste d'appuyer avec l'énergie la plus résolue toute lutte des masses opprimées contre l'impérialisme. Mais, pour cela, il ne suffit pas de louanges. *L'Humanité* voit dans le développement actuel du mouvement chinois une revanche du fatalisme stalinien contre le travail révolutionnaire opinâtre préconisé par Trotsky. *L'Humanité* oublie que cet enthousiasme délirant et aveugle a conduit déjà trois fois la révolution chinoise au désastre, avec Tchang-Kai-Chek, avec Wan-Tin-Wei et à Canton, — en permettant, il est vrai, à *L'Humanité* de fustiger les avertissements de Trotsky jusqu'à l'heure du désastre. L'héroïsme des paysans misérables de la Chine Centrale ne dispense pas les communistes d'assumer leurs tâches. Au 16^e Congrès du P. C. R., Staline prononça les paroles déjà fameuses : « On dit qu'un gouvernement soviétique est déjà formé. Je pense que si c'est vrai, ce fait ne présente rien d'étonnant. » A ce même Congrès, le délégué du parti chinois, Siu, a déclaré : « Le pouvoir des soviets est établi sur quatorze millions d'habitants. Si l'on y ajoute les régions où se situent les guerres de partisans, le cercle comprend 50 millions d'habitants. »

Sur les quatorze corps qui harcèlent les territoires occupés par Tchang-Kai-Chek, *L'Humanité* a donné des descriptions très précises, leur nombre d'hom-

mes, de canons, de mitrailleuses, de revolvers, d'avions. Siu, au 16^e Congrès, a dit qu'organisairement, cette armée rouge « a la même structure que l'armée rouge de l'Union Soviétique. » De telles affirmations exigent qu'on nous renseigne sur le contenu de cette armée, sa provenance sociale, ses cadres, son activité politique, la part du parti communiste, le rôle des militaires professionnels. Car une armée de quarante-six mille fusils, de soixante-huit canons, de trois avions, nécessite une organisation qui ne peut être le fait d'un soulèvement paysan. Et moins encore des paysans misérables, réduits à la famine par l'oppression des impérialistes et des propriétaires fonciers chinois.

Qui dirige ?

Le problème fondamental pour la révolution chinoise, c'est la formation d'un parti communiste solide, avant-garde organisée du prolétariat des villes, force motrice de la Révolution ; c'est la liaison du prolétariat des centres industriels avec les larges masses paysannes en effervescence, c'est la capacité, pour l'avant-garde prolétarienne, de mobiliser la classe ouvrière et de larges couches de la ville et de la campagne dans la lutte contre l'impérialisme. C'est la voie préconisée par l'opposition de gauche. Elle suppose un travail inlassable et opiniâtre pour enrayer le parti communiste décimé par la terreur dans le prolétariat des villes, pour le lier aux masses paysannes. Les dirigeants staliniens attendent de la spontanéité des événements que ces perspectives soient démenties.

Au contraire, les tâches qui se posent devant les communistes chinois sont ardues. « Le point faible, dit Siu au 16^e Congrès, c'est que la Chine du Nord est en retard sur la Chine du Sud. Et, par malheur, le mouvement ouvrier n'est pas assez lié au mouvement paysan. »

C'est ce « point faible » qui est, de toute évidence, le problème capital de la révolution chinoise. Il est indispensable d'y travailler avec la résolution la plus énergique, — en adoptant le choix de mots d'ordre et d'agitation appropriés. Et ce n'est pas le fait du Staline des « partis ouvriers et paysans », ni de l'I.C. qui se borne maintenant à reprendre le mot d'ordre des « Soviets » dans une période où le mouvement des masses citadines est à recréer.

Les tâches des communistes pour organiser l'avant-garde du prolétariat sont ardues. A Shanghai, il n'y a plus que 800 communistes. Dans beaucoup de centres industriels, les communistes ne dépassent pas dix. D'après Siu lui-même, la Chine immense ne comprendrait que 60.000 syndiqués. Cependant, les combats livrés maintenant dans la région de Chang-Cha et de Han-Kéou posent impérieusement le problème. La région de Han-Kéou comporte d'importants gisements de minerais de fer, exploités par les sociétés chinoises ou japonaises. La région de Chang-Cha est riche en gisements de minerai d'antimoine. Chang-Cha compte 535.000 habitants et Han-Kéou plus d'un million. D'autre part, dans les centres les plus importants, isolés encore du mouvement, l'effervescence ouvrière se manifeste : à Shanghai, grève des tramways, démonstration du Premier Août.

C'est de la résolution de ces tâches que dépend le sort de la révolution chinoise. Servir l'héroïsme des combattants chinois que trois massacres n'ont pas abattu, servir la révolution chinoise, et, parlant la révolution mondiale, c'est s'engager dans la voie préconisée par l'opposition de gauche. C'est le chemin qui permettra d'anéantir les espoirs de la bourgeoisie impérialiste tels que le *Temps* les exprime dans le dilemme : « Même si le général Tehou-Mao (?) avait, contre toutes vraisemblances, les chances de l'emporter, on le verrait sans doute, comme Tchang-Kai-Chek et Feng-Yu-Siang lui-même, répudier l'aide communiste lorsqu'elle aurait cessé de lui être utile. »

..F. GERARD.

EN ÉGYPTE

LE WAFD
CONTRE LA RÉVOLUTION

La crise politique qui secoue l'Égypte est l'expression d'une crise économique qui est elle-même un aspect de la crise économique mondiale. La domination anglaise sur l'Égypte a eu pour résultat de mettre l'économie égyptienne sous la dépendance presque exclusive de ses exportations de coton. Elle se trouve ainsi liée de manière excessivement étroite au marché mondial dont elle subit durement les contre-coups. La chute des prix du coton, qui est un des aspects de la chute mondiale des prix de gros, a acculé la bourgeoisie égyptienne à une impasse. Le gouvernement précédent (Wafdiste) avait dans le but de soutenir le marché, acheté pour 40 millions de livres de coton, espérant ainsi agir sur les cours en attendant la reprise de la hausse. Cet expédient s'est montré vain : il n'a fait que superposer à la crise commerciale une crise financière, que précipiter la chute des valeurs d'Etat égyptiennes.

Dans une période de crise économique, s'opère un processus de radicalisation qui fait monter les antagonismes de toutes sortes, sociaux et nationaux à leur paroxysme.

Un pays « indépendant »
et « démocratique »

Depuis 1922, l'Égypte est théoriquement un pays indépendant et une monarchie constitutionnelle gouvernée par des institutions démocratiques. Elle fait même partie de la Société des Nations. Mais autre chose est le droit, autre chose le fait. Ce pays « indépendant » se voit occupé militairement par l'Angleterre qui consent seulement aujourd'hui à rendre son occupation un peu moins visible quoiqu'aussi efficace, en la limitant à la zone du canal de Suez ; il se voit imposer une alliance anglaise qui signifie pour lui la renonciation à toute politique extérieure propre ; il se voit enfin dépossédé entièrement de la région du Soudan qui commande par les barrages du Nil supérieur toute l'irrigation du pays dont dépend sa vie économique entière. Ce pays « démocratique » a depuis huit ans vu sous la haute direction de son roi très constitutionnel, le Parlement élu au suffrage universel, dissous quatre fois, c'est-à-dire autant de fois qu'il a été élu et des gouvernements de coup d'Etat se substituer à lui. Inutile de dire que comme le montrent aujourd'hui les gueules éloquentes qui émergent des cuirassés britanniques, la réaction autocratique et l'impérialisme britannique, fût-il travailleur, sont un seul et même personnage.

Les événements actuels

En 1929, le suffrage universel égyptien quasi-unanime (95 0/0 des voix) a porté au pouvoir le parti Wafdiste et son leader actuel Nahas Pacha. Les négociations entre le gouvernement Wafdiste et le gouvernement travailliste devaient aboutir à un échec sur la question essentielle du Soudan Égyptien. L'échec des négociations entre le gouvernement parlementaire et le pouvoir royal sur la question des garanties de la légalité constitutionnelle en est la conséquence. Le roi Fouad refuse son approbation à un projet de loi punissant sévèrement les auteurs d'attentats à la constitution. A la démission du gouvernement Wafdiste, il oppose la constitution d'un gouvernement de fonctionnaires, dirigé par Sidky Pacha, rénégat du Wafd et un décret de clôture du parlement jusqu'en novembre. Le parti wafdiste, se proclamant le défenseur de la légalité, décide la mise en application d'un programme de désobéissance civile dont la première étape sera le refus du paiement des impôts. L'agitation populaire est à son comble et bien-

tôt le sang coule dans les rues pendant quelques jours. Aujourd'hui on observe une trêve : le Wafd ayant réussi à freiner le mouvement spontané des masses.

Le Wafd

Qu'est-ce que le Wafd ? Le Wafd, dont le nom signifie délégation nationale, est historiquement le parti de l'indépendance égyptienne. Il a été constitué en 1918 par Zaghoul Pacha qui depuis sa mort est devenu pour l'Égypte une sorte de héros national, ce qu'est Sun Yat Sen pour la Chine et ce qu'est Gandhi pour l'Inde. Ce parti draine incontestablement derrière lui les grandes masses de la population égyptienne. Mais la base électorale d'un parti et sa base politique ne doivent pas être confondues. Par sa base électorale, le Wafd est le parti du Fellah, par sa base politique, c'est le parti de la bourgeoisie égyptienne. Pour des masses ouvrières et paysannes qui votent pour le Wafd l'indépendance totale de l'Égypte, c'est la fin de l'oppression britannique et de toute oppression en général ; pour les politiciens du Wafd, l'indépendance égyptienne est simplement l'indépendance économique de la bourgeoisie égyptienne. Dans l'interview qu'il a donnée à Andrée Viollis, du *Petit Parisien*, Nahas Pacha repousse comme une insulte le qualificatif de révolutionnaire, se déclare royaliste constitutionnel et partisan d'un compromis avec l'Angleterre.

Une tactique de contre-révolution
larvée

Dans la tactique qu'il observe pour la lutte contre l'autocratie féodale et contre l'impérialisme britannique, nous voyons se produire un phénomène extrêmement significatif : Nahas Pacha s'efforce d'aiguiller et de canaliser le mouvement spontané des masses sur un programme de résistance passive et de non-violence. La tactique gandhiste tend ainsi à se généraliser et à prendre dans les pays coloniaux et semi-coloniaux la signification historique d'une tactique de contre-révolution larvée par laquelle la bourgeoisie nationaliste manifeste sa crainte de se voir dépassée par le mouvement des masses populaires, qu'elle veut bien utiliser pour la réalisation de ses propres objectifs, mais qu'elle se réserve d'arrêter à temps, au moment où elles mettraient en péril les fondements de son hégémonie de classe. Par là, la bourgeoisie nationaliste montre son rôle non pas révolutionnaire mais contre-révolutionnaire, car elle préférera céder à l'impérialisme étranger plutôt que de courir le risque de voir se dresser contre elle le prolétariat et la paysannerie avec leurs revendications.

L'effervescence actuelle des masses devrait être l'occasion d'une lutte sans merci entre le communisme et le nationalisme bourgeois pour la conquête du fellah. Malheureusement, ici comme ailleurs, la funeste tactique de l'Internationale a porté ses fruits : il n'existe pas plus, et même encore moins qu'aux Indes, de parti communiste en Égypte.

A. ARIAT.

A TOUS NOS REDACTEURS
ET CORRESPONDANTS

nous rappelons qu'il faut nous faire parvenir la copie pour le mardi soir, au plus tard.

NOTEZ-LE !

DANS LE PARTI COMMUNISTE ITALIEN

Garlandi s'adapte au tournant

A la distance de quelques mois seulement de la session de mars 1930, l'*Internationale Communiste*, dans son numéro de juillet, édite un article sur la situation italienne dans lequel Garlandi prend position contre les erreurs de la direction actuelle, erreurs qu'il avait pourtant défendu vigoureusement avec la majorité, contre l'Opposition. Naturellement (et c'est le sort des opportunistes avérés, uniquement préoccupés de prendre le ton qui prévaut dans les sphères bureaucratiques de l'I. C.), cette fois aussi Garlandi, en critiquant les positions erronées du Comité Central de mars, finit par tomber dans de nouvelles erreurs. Nous reproduisons les passages les plus caractéristiques de l'article de Garlandi dont il s'agit.

Voici ce qu'il écrit à propos des erreurs de la Fédération des Jeunesses communistes, erreurs qui en réalité reviennent à toute la Direction du Parti. Et à ce sujet il ne fait que reprendre ce que nous avons écrit dans la *Vérité* :

Nous sommes, en Italie à la veille d'une situation révolutionnaire, mais cette situation n'existe pas encore. La différence n'est pas mince. Si nous ne comprenons pas cette différence, cette distance, nous négligerons toute l'action nécessaire pour mobiliser et gagner les masses en nous appuyant sur leurs revendications partielles et quotidiennes, nous sauterons par dessus la principale étape du processus de la lutte pour la conquête de la majorité et pour l'hégémonie du prolétariat dans la lutte anti-fasciste.

On doit condamner intégralement les idées que nos jeunes camarades communistes ont exposées en détail dans l'éditorial de l'*Avanguardia* du 1er mai et dans l'article du camarade Botte, publié dans la *Jeunesse communiste* (n° 21-3, 1930). Ces idées, on peut au fond les synthétiser ainsi : « L'organisation d'un front unique, mieux adapté et répondant mieux aux besoins de la situation actuelle est, sans aucun doute, un front unique sur le terrain de la lutte armée contre le régime fasciste. » De cette conception essentielle découle toute une série d'idées dangereuses aboutissant au putschisme, une répudiation des directives de l'I.C. données à la 10e session de l'Exécutif et sanctionnées par le dernier Présidium élargi, à savoir que le terrain sur lequel doit se faire le front unique doit être la grève politique de masse en se basant sur les revendications partielles des masses et en portant ces actions de masse à un niveau de lutte plus élevé. La résolution du C.C. adoptée par le Présidium élargi, insiste sur le fait qu'étant donné le « niveau actuel de la lutte révolutionnaire », les bonds ne sont pas possibles. Dans leurs articles, nos jeunes camarades, avec trop peu de clarté pour les grandes masses, mais avec une grande clarté pour les ouvriers plus conscients, ont mis à l'ordre du jour l'insurrection. Ils prennent leur élan révolutionnaire, leur enthousiasme, pour la réalité, mais malheureusement, il n'en est pas ainsi. »

Le désaveu de la politique d'hier

Garlandi fait mine de ne pas s'apercevoir que la faute n'est pas aux jeunes qui prennent leurs désirs pour la réalité, et partant se seraient éloignés de la politique fixée par le 10^e Plénum. La faute est précisément à cette politique sortie du 10^e Plénum, à cette politique qu'à présent on veut écarter en sourdine, en attribuant les erreurs dont elle est la source à une mauvaise interprétation ou à une mauvaise application. Mais sur ces questions il sera nécessaire d'y revenir plus largement. Pour cette fois nous voulons nous borner à souligner le nouveau tournant que la Direction italienne doit accomplir et dont l'article de Garlandi devrait être le signe avant-coureur.

Écoutez ce que Garlandi nous dit à propos du dilemme « fascisme ou communisme » que la majorité (Garlandi y compris) tant à la Centrale de mars dernier qu'au Présidium élargi de l'I. C. avait affirmé être le dilemme des larges masses :

Mais il est évident que ce dilemme historique peut encore ne pas être clair et compréhensible aux grandes masses. Cela veut dire que dans certaines couches des masses, — voire, dans les couches politiquement avancées — la conviction peut naître que, sans restauration « démocratique », il ne peut être question de renverser le régime capitaliste en Italie ; en d'autres termes, que la « démocratie » est la condition nécessaire de la révolution prolétarienne. Nous devons reconnaître que cette façon de poser la question, chère à nos réformistes, qui comprennent parfaitement la nature de ce jeu, chère d'autre part, aux débris des maximalistes qui ne comprennent pas ce qu'ils disent et font, est assez populaire en Italie. Mais cela s'explique par le fait que le mouvement des masses et, avant tout, du prolétariat industriel, est encore relativement faible et que le parti communiste, qui fut à son poste dans une mesure plus ou moins grande jusqu'au milieu de 1928, ralentit sensiblement par la suite pour de multiples raisons, son activité à laquelle il ne revint que d'une façon sporadique, comme par exemple à l'occasion du plébiscite, du Premier Mai et le Premier Août 1929. *Aux yeux des grandes masses, notre antifascisme ne s'est pas encore différencié de l'antifascisme en général* (souligné par nous). On sait généralement que les communistes ont plus de courage, qu'ils luttent et subissent toute espèce de pertes, mais en dehors des milieux restreints de l'avant-garde du prolétariat, les buts de notre lutte sont inconnus.

De tout ce qui précède dans les passages rapportés, il résulte que la majorité de mars s'est trompée dans l'évaluation de la situation, s'est trompée dans l'appréciation de l'orientation politique des larges masses, s'est trompée dans l'évaluation de l'influence exercée par la social-démocratie et les autres partis de la Concentration, qu'elle a surestimé l'efficacité de l'organisation du Parti et l'influence exercée par lui sur les masses, et surestimé le degré de combativité de ces masses, que, comme conséquence de toutes ces erreurs, elle a donné pour accomplir toute une série de processus qui ne sont qu'en voie de développement, et que par suite cette majorité a fixé la perspective erronée d'une marche rapide vers une situation insurrectionnelle, en posant au parti des tâches immédiates ne répondant pas à la situation réelle. En un mot, la majorité du C. C. de mars a fixé une ligne politique complètement fautive.

La préoccupation essentielle

Voilà ce qui résulte de manière irrefutable des passages de l'article de Garlandi que nous avons rapportés. Pourtant Garlandi est également ultra-satisfait des résultats atteints par le C. C. de mars, car la politique sortie de ce C. C. concorde parfaitement avec le 10^e Plénum de l'Exécutif de l'I. C. Écoutez ce qu'il écrit :

S'il est quelque chose dans notre tournant qui mérite la critique, c'est qu'il aurait fallu le commencer aussitôt après la 10e session de l'Exécutif de l'I. C. : dès ce moment l'analyse de la situation en Italie confirmait la justesse de l'appréciation de la situation mondiale donnée par l'Internationale Communiste. Mais nous n'avions pas encore trouvé la directive centrale bien nette pour notre action : ce n'est que plus tard que cela nous fut possible — il est vrai, non sans démolir la direction du Parti. (Souligné par nous.)

Quelle satisfaction pour Garlandi que d'avoir finalement accordé la politique du P. C. I. avec les décisions du 10^e Plénum de l'Exécutif de l'I. C. ! Peu importe si dans les faits, comme il résulte des passages rapportés, la politique du P. C. I. sortie du C. C. de mars est complètement fautive. Pour faire adopter une telle politique — nous dit Garlandi — il a fallu démolir la direction du Parti. Ce qui pour Garlandi est un résultat dont la valeur ne peut échapper à personne !

Il va de soi que dans cet article, Garlandi consacre une large place pour attaquer l'opposition « opportuniste ».

Les camarades de l'opposition sont pour Garlandi et sa majorité des opportunistes, car ils ont lutté avec énergie dans le C. C. de mars pour empêcher l'adoption d'une ligne politique fautive, de la ligne politique qu'aujourd'hui Garlandi et sa majorité sont forcés de révaluer. Et ils doivent la révaluer ouvertement sous le feu de la critique de l'Opposition. Garlandi, qui dans son article démolit pratiquement la ligne politique sortie du C. C. de mars, prend la mine de celui qui n'a pas de responsabilité dans l'adoption de cette ligne. En réalité, il en est au contraire un des responsables les plus grands, car c'est lui qui a donné à la majorité le mot d'ordre de ne pas discuter des problèmes politiques susceptibles de diviser la majorité elle-même, étant donné que l'objectif était de battre l'opposition.

Il n'existe pas, dans notre Parti, un opportuniste, un pessimiste, un sceptique de la taille de Garlandi. Il n'a jamais été convaincu, et il ne croit pas, que notre Parti réussira à prendre la direction des grandes luttes qui se dérouleront contre le fascisme ; il n'a pas confiance dans la classe ouvrière, et partant, afin de s'encourager lui-même, il a besoin de crier comme un forcené : « Il faut avancer. Il faut faire le tournant. Le tournant, le tournant » Voilà, — crie Garlandi, — ce qui nous sépare de l'Opposition : nous voulons avancer ; nous voulons réaliser le tournant ; tandis que l'Opposition ne veut pas marcher, ne veut pas de tournant, veut capituler. Et Garlandi, avec sa majorité, est persuadé qu'il suffit de hurler cinquante fois par jour la nécessité d'avancer, de réaliser le tournant pour que tout aille dans le meilleur des mondes possibles. C'est la mentalité de nos bureaucratiques, lesquels, tandis que d'un côté ils crient qu'il faut marcher à tout prix, piétinent sur place en pratique, car ils ne savent pas de quel côté commencer pour avancer sérieusement. L'Opposition veut réaliser un travail révolutionnaire sérieux, systématique, sans bluff pour que vraiment le Parti fasse des pas en avant : la majorité de Garlandi a prouvé qu'elle ne sait pas faire autre chose que des phrases sur le tournant, prouvant par là que c'est elle qui pratiquement, capitule en face des difficultés.

L'épouvante de Garlandi

Mais son âme franchement opportuniste, Garlandi nous la dévoile lorsqu'il n'est pas en mesure de contenir l'épouvante que lui inspirent quelques manifestations non seulement compréhensibles, mais saines, qui se sont produites parmi les camarades de base. Écoutez-le parler dans l'article dont nous nous occupons :

Que le Parti ne soit pas garanti contre la contagion du « gauchisme », c'est ce que démontrent certaines publications émanant des organisations de base, sous la signature « Parti Communiste ». Dans une de ces publications, nous lisons : « Nous ravagerons les foyers de luxe où prennent leurs délices les parasites qui outragent notre misère par leurs orgies... Nous pillerons les magasins qui, par leurs vitrines abondamment garnies se moquent de notre faim », etc. Cette phraséologie qui peut malheureusement (souligné par nous) avoir des suites, s'éloigne du très difficile problème de l'organisation des comités d'action des chômeurs, et sans ces comités, les appels incendiaires ne sont qu'une flamme mystique...

Il n'est pas impossible (et je crois même qu'il en fut ainsi) que dans la lutte contre l'opportuniste, le Parti ait lui aussi commis quelques erreurs de gauche, sinon dans la pratique, du moins dans certains exposés de formule et dans certaines appréciations. Le Parti répudiera bien vite ces erreurs d'analyse et ne permettra à personne de spéculer sur certains détails et difficultés de l'immense tâche qui nous incombe pour combattre des conceptions qui sont la négation du léninisme militant.

Donc, les ouvriers manifestent de saines dispositions de prendre d'assaut les maisons des capitalistes et les grands magasins « abondamment garnis » ; et Garlandi, tout préoccupé, affirme que « cette phraséologie qui peut malheureusement avoir des suites, s'éloigne du très difficile problème de l'organisation », etc., etc. Au lieu de voir dans cette poussée des masses un élément favorable à la solution du même problème de l'organisation de ces masses, Garlandi est préoccupé et épouvanté. Garlandi prétend régler et contenir avec des schémas l'explosion révolutionnaire des masses, qui sera forcément destructrice dans un premier temps. Lui, qui parle si volontiers de « léninisme militant », ne s'aperçoit même pas qu'il exprime une conception réactionnaire et typiquement anti-léniniste. Sans les Comités, nous dit Garlandi, on ne peut rien faire. Il en est persuadé, car il ne comprend pas que ces Comités se formeront réellement et se développeront seulement dans la mesure où les masses manifesteront leur volonté de lutte et lutteront, même en assaillant les maisons des capitalistes et les magasins aux vitrines « abondamment garnies ». La tâche du parti est de savoir utiliser la poussée de lutte des masses, non celle de combattre cette poussée sans le prétexte qu'elle renferme des... déviations. Garlandi peut écrire, s'il veut, cinquante autres articles bien rétribués, pour combattre « l'opportuniste » de l'opposition. Mais chacun voit que l'opportuniste loge chez Garlandi et sa majorité, que les erreurs contre lesquelles l'opposition a lutté ne peuvent plus rester cachées. Aussi l'on ressent tout le ridicule de l'affirmation de Garlandi : « Si l'on ne réussit pas à écraser l'Opposition, le Parti ne réussira pas à accomplir sa tâche historique. » L'observable principal qui empêche notre Parti d'accomplir sa tâche historique est le manque d'une politique juste, le manque d'une ferme méthode d'organisation pour l'application de cette politique. C'est justement l'Opposition qui, luttant pour donner au Parti une juste politique et une ferme méthode d'organisation, lutte pour que le Parti soit à même de réaliser sa tâche historique de guide de la révolution prolétarienne en Italie. SANTINI.

Comment les ouvriers allemands sont informés

Le 1er août à l'étranger.

Arrestations massives en France

Des faubourgs de Paris, malgré l'interdiction de manifester, des dizaines de milliers d'ouvriers se dirigèrent vers le centre de la ville. Cette fois-ci il était à remarquer comment les entreprises étaient représentées en grand nombre par des délégations compactes dans cette manifestation de lutte. La police était armée jusqu'aux dents, en partie avec des autos blindées. Cependant, il ne lui a nullement réussi, de provoquer les manifestants. Il a été procédé à environ cent arrestations. Des provinces françaises des informations arrivent aussi sur des manifestations contre la guerre, dignes d'attention. Ainsi il y a eu à Marseille une manifestation qui comptait des milliers de participants. Dans les trains qui se rendaient du port vers la ville, on rencontrait beaucoup de marins. Des ouvriers italiens que la terreur mussolinienne avait chassés, participèrent aussi en masse à la manifestation. Dans les régions de grève, les démonstrations étaient particulièrement puissantes.

L'édition du soir de la « Rote Fahne » de Berlin.

Welt am Abend.

(2 août 1930).

Directeur politique :

WILLI MUNZENBERG,
membre du B.P. du P.C.A.

Après le Congrès du P. C. Russe

QUI L'EMPORTERA ?

La première partie de cet article a paru dans le précédent numéro. Après l'analyse du caractère plébiscitaire du seizième congrès l'article est consacré à la question fondamentale « Qui l'emportera ? ». D'après le discours de dix heures de Staline, la question est définitivement réglée. Cependant le discours ne répond pas aux questions essentielles : qualité de la production, prix de revient, « ciseaux intérieurs » et différenciation des classes à la campagne, « ciseaux extérieurs » et pression du capitalisme mondial.

L'intervention militaire est dangereuse. L'intervention économique par les produits à bas prix est incomparablement plus dangereuse. La question de la puissance économique et de la stabilité politique se ramène en dernière instance à la question du rendement du travail. Dans l'économie marchande, le rendement du travail s'exprime par les prix de revient et par les prix de vente. Les « ciseaux » entre les prix intérieurs et les prix du marché mondial constituent la mesure la plus importante des rapports de force entre le socialisme croissant et son entourage capitaliste. Que sont devenus ces « ciseaux » au cours de ces deux et demi-dernières années ? Sur cette question essentielle, pas de réponse. Staline n'a donné aucun coefficient comparatif sérieusement étudié, aucun formule marxiste qui définisse dans leur dynamique l'interdépendance de l'industrie intérieure et mondiale. L'ingénieur qui dirige une station électrique doit avoir devant lui le tableau des appareils de contrôle au moyen desquels il suit sans cesse tous les processus fondamentaux de la production et de la répartition de l'énergie. De même, la direction économique de l'Etat soviétique doit avoir sur son « tableau » le système constant des coefficients qui caractérisent — non seulement l'accroissement absolu de l'industrie — mais aussi les modifications de qualité de la production, le mouvement des prix de revient, le pouvoir d'achat du tchervonetz, les « ciseaux » intérieurs et les « ciseaux » extérieurs. Sinon la direction en est réduite à réagir aveuglément au désordre économique, seulement quand les appareils de sûreté explosent à tour de rôle, que l'incendie se déclare et que les consommateurs s'égarent dans la nuit.

Le néant de dix heures de la pensée bureaucratique n'apprendra rien au parti et ne le préparera à rien. Tout au contraire, il ne peut que le bercer avec la mélodie ignoble du « socialisme national ».

Les rapports de la bureaucratie de la classe ouvrière

Toutefois, le danger le plus menaçant n'est pas aujourd'hui constitué par les « ciseaux » des prix intérieurs et par les « ciseaux » des prix intérieurs et extérieurs. Le danger le plus menaçant ce sont les « ciseaux » entre la bureaucratie du parti et la classe ouvrière, en présence de l'impuissance complète et de la désagrégation du parti. La parade gigantesque du « monolithisme » se couronne d'une petite, une toute petite particularité, mais bien menaçante : ce « monolithisme » de deux millions ne peut supporter la moindre critique contre la direction. Au treizième anniversaire de la dictature, après tous les succès économiques et culturels, lorsque la question *Qui l'emportera ?* est déclarée définitivement réglée et lorsque, par conséquent, le régime du parti devrait devenir incomparablement plus libre qu'à l'époque de la guerre civile, le parti dirigeant, c'est-à-dire la bureaucratie ne supporte aucune remarque critique de l'ouvrier, aucune interrogation timide de l'étudiant : « Est-ce que le Comité Central n'est pas responsable des déviations ? » Toute la presse, déchaînant sa colère standardisée, dénonce la remarque de l'ouvrier ou la question de l'étudiant, comme le danger le plus direct et le plus menaçant pour la dictature du prolétariat. La bureaucratie force sur le malheureux critique, le ventre en avant — et

pour le ventre, elle en a acquis un sérieux.

La bureaucratie du G.P.O.U. ne se laisse pas dépasser par la bureaucratie du parti, avec ses Iagoda et ses sous-Iagoda mûris au soleil stalinien. Les Agabekov veillent avec vigilance sur le monolithisme stalinien jusqu'au moment où ils passent à l'ennemi de classe.

Un des oppositionnels déportés est poursuivi en vertu de l'article sur l'« Estionnage », pour avoir correspondu avec Trotsky. Cette idée revient sans doute au *maestro lui-même*. Car toute sa *maestria* ne consiste qu'en de telles idées. Dans son discours au Congrès, Staline a dit que l'opposition de gauche sert les informations de la presse de la bourgeoisie mondiale. Quelles informations ? Cela, l'orateur verbeux n'en a rien dit. Cependant, des informations que la bourgeoisie tire de nos publications, il ne peut tirer qu'une conclusion : que malgré les mensonges thermidoriens des agents staliniens, nous, bolchéviks-léninistes, constituons une partie inséparable de la République soviétique, ses soldats dévoués, prêts à la défendre jusqu'au bout et, en même temps l'aile gauche de l'avant-garde prolétarienne internationale. La bourgeoisie mondiale et la social-démocratie le comprennent très bien. C'est pourquoi ils nous enferment dans un blocus hostile pour lequel les Dovgalevsky, les Bessedovsky et les Cachin participent avec Tardieu, les Krestinsky s'entendent avec les ministres d'Hindenburg et les Sokolnikov conspirent avec les Henderson. Voilà la répartition réelle des figures sur le grand échiquier.

Pour nous, nous demandons quelles informations sont nécessaires à la bourgeoisie mondiale, après celles que lui fournit l'agence officielle stalinienne, et en premier lieu, Staline lui-même.

Le président du conseil des commissaires, on en parle au Congrès comme d'un saboteur. Les dirigeants d'hier de l'I.C. sont estampillés « agents de la bourgeoisie ». Pour amuser les bambins, on exhibe les guides d'hier des syndicats et les guides d'hier de l'organisation de Moscou qui l'ont épuré du « trotskysme » pendant quelques années. A côté de cela, les journaux officiels publient des informations sur le passage de « trotskystes » de l'armée rouge dans les rangs de Tchhang-Kai-Chek. Tout cela, est-ce de la plaisanterie ? La bourgeoisie mondiale connaît assez l'histoire de l'armée rouge pour se demander : *Si c'est vrai, alors, qu'est-ce que cela signifie ?* Et en même temps, on poursuit comme espions des bolchéviks irréprochables, révolutionnaires inébranlables, pour avoir correspondu avec Trotsky. Est-ce que ces faits fournis chaque jour et chaque heure par l'appareil stalinien — qui foule aux pieds et traîne dans la boue tout le passé du parti et de la révolution, uniquement pour forger par là une biographie falsifiée au chef plébiscitaire — est ce que ces faits ne suffisent pas à la bourgeoisie mondiale ?

Et si cela ne suffit pas, les informateurs staliniens apparaissent dans leur deuxième édition : Bessedovsky, Kroukov, Agabekov, qui ont combattu sept ans sans arrêt le trotskysme, qui dirigeaient hier encore — littéralement hier — l'épuration des cellules, et qui passent directement dans le camp de l'ennemi de classe en fournissant aux Sûretés Générales de l'impérialisme tous les secrets du gouvernement soviétique qui leur étaient confiés ou qu'ils ont connus. Quelles informations sont encore nécessaires à la bourgeoisie après celles que lui fournissent inlassablement les staliniens d'aujourd'hui et les staliniens d'hier qui se parachèvent les uns les autres.

En fusillant Bloumkin, Staline lui a substitué Agabekov. Voilà un fait qui résume la politique que Staline mène dans le parti. En même temps, les Agabekov poursuivent les révolutionnaires qui correspondaient avec Trotsky en vertu de l'article qui doit permettre à Staline de perpétrer de nouveaux assassinats. Qui ne comprend pas la por-

EN ALLEMAGNE

LE BASES SOCIALES DU FASCISME

Le 9 mai 1930 la « Rote Fahne » (l'organe central du parti allemand) a publié sous le titre « la crise du parti national socialiste », un article où elle constate que : « la conquête des usines par les fascistes n'a pas réussi ; à la campagne où le prolétariat agricole a trouvé dans le parti communiste son guide le plus hardi, l'avance des fascistes a cessé dans les derniers mois ». Et plus loin : « La stagnation du parti fasciste — qui n'est autre chose que le recul de cette organisation des entrepreneurs qui vit sur une phraséologie vide, l'abandon de cette organisation par ses éléments ouvriers, le fait que même les couches moyennes et les paysans pauvres discernent de plus en plus clairement les mensonges des phrases national-socialistes doit être le signal pour tous les révolutionnaires, d'abattre complètement l'ennemi chancelant ». Voilà comment la direction clairovoyante de Thaelmann a évalué et prévu le danger fasciste en Allemagne. Aujourd'hui après le « tournant » le parti a tout à coup « découvert » le fascisme. Subitement on s'est aperçu que le fascisme a entraîné dans ses rangs des dizaines de milliers d'ouvriers, dégoûtés par la trahison quotidienne de la social-démocratie et par les mots d'ordre imbéciles de la direction « historique ».

Il fallait que l'audace croissante du parti national socialiste, l'activité grandissante des « casques d'acier », (la sympathie ouverte du président Hindenburg), l'augmentation énorme de leur presse, la décomposition du parti « Deutschnationale » à leur profit et enfin leurs derniers succès dans les élections en Thuringe et en Saxe (ils ont triplé en Saxe leurs voix et dans la cité ouvrière de Chemnitz même sextuplé) — s'étaient clairement pour ouvrir les yeux à nos staliniens myopes de l'Allemagne. C'est ainsi que la bureaucratie stalinienne, si hardie dans la lutte contre notre opposition, a défendu l'U.R.S.S. et les ouvriers allemands contre — le fascisme. C'est pourquoi les moyens que la direction stalinienne envisage pour vaincre le fascisme ne seront pas efficaces — puisqu'elle n'est pas capable de donner une analyse exacte des forces sociales en lutte en Allemagne. Nous avons prévenu notre parti en son temps et nous voulons encore une fois appeler l'attention de la classe ouvrière sur quelques faits.

Les utopies des classes moyennes

Quelles sont les racines sociales du fascisme ? — Les couches déclassées de toutes les classes et de tous les groupements de classes. Tout d'abord une grande partie de la classe moyenne dont la guerre mondiale, l'inflation, les crises économi-

tées symptomatique et menaçante d'un tel fait est un misérable crétin. Qui comprend et se tait est une canaille.

Ni la répression, ni les menaces ne nous feront taire. L'enjeu de cette lutte est trop grave : c'est le sort du parti de Lenine et de la Révolution d'Octobre. Non seulement du P.C. de l'U.R.S.S., mais du parti international de Lenine, tombé aujourd'hui sous la direction de l'adjudant Flick sous le pseudonyme de Molotov. Il s'agit du salut du communisme mondial. La lutte entre le leninisme et le stalinisme est encore ouverte. Et ici la question *qui l'emportera* a toute son envergure.

La répression ne nous fera pas dévier de notre route. Les violences les plus sanglantes et les plus envenimées de Staline ne nous détacheront pas du parti et ne nous opposeront pas au parti que Staline étire à la gorge. Mais nous redoublerons, triplerons et décuplerons l'énergie de notre lutte. Nous servons toujours aujourd'hui les buts que nous avons servi dans la révolution de 1905, pendant des massacres impérialistes, dans la révolution de 1917, la guerre civile, la première période de l'édification économique, la fondation de l'I.C., les luttes contre la lâcheté des philistins épigones, pour un rythme hardi de la construction socialiste, contre le socialisme national, pour la révolution internationale !

LE BULLETIN DE L'OPPOSITION (BOLCHEVIKS-LENINISTES).

ques ont anéanti les bases économiques, ne trouve pas d'issue dans le cadre de la République de Weimar d'aujourd'hui. Elle pense à la vie paisible d'avant-guerre, elle ne comprend pas que le processus économique croissant de la trustification, de la concentration de la production a une fois pour toutes anéanti sous ses pieds sa base économique d'avant guerre. Le fascisme exploite cet état d'esprit et ressuscite le rêve de « bon vieux temps », de « l'ancienne patrie ».

Les ouvriers désespérés constituent une autre réserve pour le fascisme. Qui établira leur nombre ? Qu'on ne se console pas par les vieilles chansons (d'ailleurs fausses) que pire est la conjoncture, plus le chômage est grand, mieux cela vaut. Si on ajoute le fort contingent d'employés, sans travail, et d'autre part les dizaines de milliers de chômeurs qui deviennent, par la paupérisation, du « lumpenproletariat », ainsi que les paysans qui souffrent de la crise agricole et les ouvriers agricoles qui subissent une exploitation formidable, on comprend bien les racines du fascisme, quand le parti n'est pas capable de lier même ces couches à son action par la défense de leurs revendications immédiates.

Quels sont les mots d'ordre du fascisme et quels intérêts défend-t-il ? Le fascisme comme phénomène international a des buts et des idées définies.

L'article primordial de sa plateforme est le nationalisme d'intérêt général. Le gouvernement n'est pour lui que le protecteur patriarcal et l'intermédiaire de toutes les classes. Mais, bien entendu il est complètement faux de considérer le fascisme comme un mouvement indépendant de la bourgeoisie ou comme une force qui lutte contre elle. La vérité objective, c'est que le fascisme constitue l'avant-garde... de l'oligarchie financière. La dictature fasciste n'est pas la domination de la petite bourgeoisie mais du capital financier.

Au service du capital financier

Cet exemple concret nous fait voir tout le processus dialectique du capitalisme : la même classe moyenne, ruinée et expropriée par le capital financier, qui a perdu ses bases économiques par la trustification et la cartellisation sert inconsciemment d'arme dans les mains du capital financier contre ses propres intérêts. La classe moyenne rêve de l'ancienne économie dispersée, des petites usines, de la petite boutique. Elle voit son ennemi dans le trust, dans la grande usine, dans les grands magasins, dans la banque dont elle est la débitrice. Le fascisme le comprend très bien et donne les mots d'ordre : *lutte impitoyable contre le capital bancaire, pour un Etat corporatif, et donc pour seule issue, la conservation de l'ancienne économie petite bourgeoisie*. Mais ce n'est qu'une utopie de vouloir remplacer l'économie actuelle par l'ancienne économie dispersée puisque les trusts et les grandes banques sont devenues une fois pour toutes l'expression de notre époque de capital financier. C'est pourquoi les couches moyennes déclassées avec les autres couches déclassées de la population sont, sous le prétexte de défendre leurs intérêts, utilisées d'une façon très souple contre leurs propres intérêts par le capital financier. Cela ne dépend pas de la volonté individuelle d'un fasciste — il peut être par hasard honnête et même sincère : il sert le capital financier par toute sa politique. L'ancien capitalisme « libre » du 19e siècle est économiquement réactionnaire par rapport au capital financier. La roue de l'histoire ne revient pas en arrière.

Le fascisme ne pourra être vaincu qu'à une seule condition : renoncer définitivement à toutes les « théories » inventées : « le socialfascisme », « la 3e période », « les grèves politiques générale » et autres « bluffs », donner une analyse exacte de la situation économique du pays et seulement sur cette base, organiser le front unique véritable de tous les exploités à la ville comme à la campagne. C'est la seule voie pour un parti communiste véritable.

A. SENINE.

ABONNEZ-VOUS!

SOUSCRIVEZ!

ECRIVEZ-NOUS!

LA VIE OUVRIÈRE

A L'INSTAR DE TOURCOING

Où conduit le Comité pour l'Indépendance

Les tentatives autonomistes des représentants de Dunkerque du Comité pour l'Indépendance peuvent surprendre Chambelland; elles ne sauraient surprendre l'Opposition communiste. La politique du Comité pour l'Indépendance est génératrice de ce que Chambelland prétend déplorer. En effet, nourrir les ouvriers avec les formules d'autonomie et d'indépendance les amène fatalement à l'autonomie de fait et les subtilités n'y pourront rien.

Il est vrai qu'il était difficile à Chambelland et à ses amis d'apporter franchement, au grand jour, une politique bien nette. Les phrases sur l'autonomie qui constituent la base politique du Comité pour l'Indépendance leur permettent d'esquiver les réponses aux questions embarrassantes. Et chaque fois que, contraint de préciser, le Comité pour l'Indépendance a pris position, il l'a fait dans un sens ouvertement réformiste.

Ainsi sur les assurances sociales sa position ne diffère guère de celle des réformistes de la C. G. T. Des affirmations vagues pour l'amélioration de la loi; rien contre le versement ouvrier, et l'ampleur des grèves qui dressent contre la retenue hebdomadaire de grandes masses d'ouvriers l'a, comme d'ailleurs la C. G. T., visiblement surpris.

L'attitude des dirigeants communistes de la C. G. T. U. à propos des manœuvres autonomistes de Dunkerque est aussi pleinement significative. Qu'attendent-ils pour dénoncer le danger d'autonomie ?

Il est vrai qu'eux aussi ont des responsabilités qui ne sont pas minces. On a pas oublié la provocation qu'était la convocation d'un congrès irrégulier des dockers. Mais le silence est une politique qu'on ne saurait accepter en l'occurrence. Il y a des dangers très graves d'autonomie, les dirigeants unitaires doivent prendre position.

Mais n'y aurait-il pas de leur part, la volonté de s'adapter au courant d'autonomie qui se manifeste à Dunkerque, de cette sorte qu'ils puissent en bons arbitres lutter avec beaucoup d'avantages contre le Comité pour l'Indépendance ? Leur silence inacceptable pourrait le faire croire.

A la fois, contre le Comité pour l'Indépendance incapable de s'opposer efficacement au péril de l'autonomie et pour cause... et contre les dirigeants communistes dont la politique opportuniste pleine de zig-zags a provoqué un renouveau anarcho-syndicaliste, l'opposition unitaire se dresse. Et le développement de la crise montrera qu'elle est le seul refuge des ouvriers révolutionnaires de la C. G. T. U.

Des textes édifiants

Ci-dessous, les passages les plus significatifs de l'article de Wymiens, paru dans la *Bataille des Marins* de juillet et mis en cause par notre camarade Blankaert :

« Les dockers et les marins sont divisés, les uns sont unitaires, les autres confédérés, d'autres sont autonomes. Une grande partie est inorganisée. Impossible en conséquence de se mettre d'accord sur un mode d'action.

Un seul moyen se présente à nous pour sortir de ce dilemme : l'Unité entre dockers et marins dans une fédération unique.

Comment y arriver ? C'est bien simple. Tous les secrétaires de syndicat de marins et de dockers devraient être touchés par une circulaire faisant connaître la tenue d'un congrès, dit « congrès d'unité » et les questions qui y seront traitées.

Tous, unitaires, confédérés, autonomes, doivent donner leur adhésion à ce congrès, après en avoir discuté dans leurs assemblées générales.

Quant à l'orientation de cette fédération, elle sera ce que, au moins les deux tiers des délégués présents, voudront qu'elle soit.

Et dans le cas où les deux tiers ne peuvent pas être obtenus, il sera constitué une fédération autonome de marins et dockers, en attendant que la C. G. T. se décide à redevenir une organisation vraiment révolutionnaire et que la C. G. T. U. se débarrasse de la tutelle du Parti communiste, ce qui permettrait la constitution d'une seule C. G. T.

Bien souvent nous aurions voulu, que le comité soi-disant « pour l'indépendance », précise sa politique ; le *Cri du Peuple* n'ayant pas de ligne bien définie, ses articles, paraît-il, n'engagent que les signataires.

Cependant, dans le dernier numéro de la *Bataille des Marins*, organe du syndicat minoritaire des marins de Dunkerque, est paru un article significatif de Wymiens, secrétaire adjoint du syndicat des dockers de Dunkerque.

Lorsqu'on connaît l'importance tant au point de vue idéologique que politique et numérique des dockers de Dunkerque et aussi la place que leur syndicat occupe dans la fédération unitaire des ports et docks, notre devoir est de s'y arrêter. Surtout si l'on est certain, comme c'est le cas, que cet article a été fait en collaboration ou tout au moins a reçu l'approbation des dirigeants du syndicat des dockers et de celui des marins, cet autre important syndicat de Dunkerque, le plus fort de la fédération des marins.

Wymiens, après avoir assez justement défini les conséquences de la rationalisation, chez les dockers et les marins, sans toutefois en rechercher les causes, conclut en disant qu'il n'y a qu'un seul moyen pour en sortir, c'est de faire l'unité avec toutes les organisations existantes : C. G. T., C. G. T. U. et autonomes.

Mieux, sous le parrainage de l'article de Wymiens, Susini, le secrétaire des marins de Dunkerque, vient d'envoyer une circulaire à toutes les organisations confédérées, unitaires et autonomes des Ports et Docks et des marins de France, leur demandant d'examiner la possibilité de tenir un congrès en commun.

Cet article n'est pas venu par hasard. C'est la conséquence de l'état d'esprit des dirigeants du Port et des Marins de Dunkerque.

Il suffit, pour Wymiens, d'un congrès pour préparer et conclure cette unité dont il se fait, d'ailleurs, une conception sentimentale qui conduit les masses à croire que l'unité résoudra tout et qu'elle est, en elle-même, un but.

Il serait intéressant de connaître exactement sur quelles bases, les dirigeants du Port et des Marins voudraient réaliser l'unité syndicale ; est-ce sur le terrain de la lutte de classes, ou sur le terrain de la collaboration ? Est-ce en prenant la place d'Ehlers au sein du Comité des armateurs de France, ou est-ce en continuant à démontrer aux dockers et marins qu'on ne peut que trahir les intérêts des travailleurs par la collaboration avec le patronat ?

A tout prix, constitution d'une fédération unique, dit Wymiens. Mais où ?

Est-ce à la C. G. T. ? à la C. G. T. U. ? ou bien dans l'autonomie ?

Un passage de cet article, déclare que l'orientation de cette fédération sera celle décidée par les deux tiers du Congrès. Mais Wymiens avoue le fond de sa pensée lorsque plus loin, il dit que si les deux tiers n'étaient pas atteints, il faudrait constituer une fédération autonome de marins et de dockers et similaires.

L'aveu, le voilà ! Comme à Tourcoing, les partisans de l'indépendance voudraient conduire les organisations à l'autonomie, « jusqu'au moment où la C. G. T. se décidera à redevenir une organisation vraiment révolutionnaire. Comme si cela était possible !

L'autonomie, est-ce donc là le seul refuge des camarades du comité pour l'indépendance ? Lorsqu'à ma sortie de prison, je disais à Engler que je présentais que les syndicats minoritaires de Dunkerque et du port en particulier étaient en route vers l'autonomie, il avait l'air sceptique. L'article de Wymiens confirme mes appréhensions et devrait obliger Engler à se rendre à l'évidence.

Quant à Chambelland, il viendra sans doute faire un tour à Dunkerque. Puisse-t-il être plus heureux qu'à Tourcoing.

Mais les dockers et marins révolutionnaires doivent réagir vigoureusement. Ils doivent lutter pour l'unité syndicale à travers les luttes ouvrières sur des mots d'ordre bien précis, sans jamais s'écarter du terrain de la lutte de classes, seule voie capable de leur faire obtenir la victoire.

Il ne faut pas oublier non plus que les insultes et calomnies maladroites des majoritaires ne sont pas faites pour arranger les choses.

Faut-il guérir un mal par un autre mal ? Est-ce rendre la C. G. T. U. plus habitable que de la quitter ? Non, par conséquent, c'est au sein de la C. G. T. U. qu'il faut œuvrer pour la redresser.

D'autant plus que jamais l'autonomie n'a été capable d'apporter de résultat sérieux Bastien, cet ancien propagandiste de l'autonomie, n'est-il pas passé, avec armes et bagages à la C. G. T. réformiste. C'est donc la preuve que l'autonomie est bien la route de la C. G. T. Faut-il en conclure que le comité pour l'indépendance est aussi le comité qui prépare le chemin du renforcement de la C. G. T. et du réformisme ? Les tentatives des minoritaires de Dunkerque, candidats à l'autonomie, ne sont pas faites pour nous faire croire le contraire.

Roger BLANCKAERT,
Secrétaire du Syndicat des
Mariniers de Dunkerque.

LES GRÈVES CONTRE LE VERSEMENT OUVRIER

Le mouvement de Rouen

Avec le Nord, c'est la région qui a immédiatement réagi contre la loi sur les assurances sociales. Le prolétariat de cette région industrielle si proche de l'agglomération parisienne est employé principalement sur le port et dans les industries suivantes : textile, métallurgie, produits chimiques.

Comme partout le mouvement ouvrier est en régression importante. A Rouen un seul syndicat possède une vie, celui des dockers ; les autres (textile, métaux) ne comptent pour ainsi dire pas. Et le syndicat des cheminots de Solteville, autrefois si puissant, est en voie de disparition. Les luttes de tendance ont toujours été très vives et l'Union locale de Rouen est aux mains des minoritaires du Comité pour l'Indépendance, Engler et Germaine Gou-

jon, à qui s'est joint tout récemment Caruel, ancien membre du Parti. L'influence du P. C. est faible, et on ne peut pas dire que son agitation contre les Assurances sociales, menée très superficiellement ait porté. Pour Engler et G. Goujon, adoptant le point de vue du *Cri du Peuple*, il n'y avait pas de possibilité de lutter contre la loi ; il fallait manifester contre le versement ouvrier et c'est tout. Aussi dès le début de l'application de la loi, les dockers inspirés par Engler firent une grève de protestation de 24 heures.

C'est spontanément que les travailleurs plus particulièrement les ouvriers du textile réagirent. Les salaires de la région sont extrêmement bas ; les femmes gagnent à peine 20 francs par jour, les hommes 25. Seuls les dockers

ont un salaire moins mauvais. Ce n'est pas que la vie ou les loyers y soient bon marché. Le mouvement s'étant déclenché de lui-même, presque immédiatement et avec beaucoup d'habileté, les membres du parti (Costentin) surent s'y accrocher et en prendre la direction. Voyant cela, Engler et G. Goujon ne voulurent pas se laisser distancer et intervinrent également dans le conflit qui les avait visiblement surpris. Le conflit s'élargit aux dockers qui décidèrent également la grève illimitée, malgré Engler qui, pendant une journée ne fut plus maître du mouvement.

Au point culminant du conflit, il y eut jusqu'à 14.000 grévistes, mais jamais le mouvement fut général et il lui manqua l'enthousiasme et une volonté de résistance suffisante dans le développement de la lutte. Aussi Engler et Germaine Goujon, plus populaires, eurent vite fait de reprendre la direction de l'essentiel du mouvement à qui les manœuvres patronales et gouvernementales portèrent par la suite un coup terrible.

Divisions nuisibles

Les patrons firent savoir que si la commission départementale du coût de la vie enregistrerait une augmentation de l'indice, ils augmenteraient d'autant les salaires et cela à dater du 28 juillet. Cette commission devait se réunir le 9 août ; la Préfecture la convoqua pour le samedi 2. Ces nouvelles annoncées dans la presse locale suffirent pour semer le trouble et dès le lundi 28, des rentrées eurent lieu qui ne firent que s'accroître durant toute la semaine et ceci dans tous les centres, à Rouen comme dans les environs. Parallèlement à cette manœuvre pour tromper les moins ardents, c'est-à-dire le plus grand nombre, la municipalité et la Préfecture employèrent la méthode forte contre les plus combattifs. Durant toute la semaine, l'Union locale avait organisé des démonstrations dans la ville qui se déroulaient dans le Talmé. Le dimanche 27, c'était l'Union régionale dirigée par les communistes qui organisait une réunion ; elle fut interdite. Malgré cela, près d'un millier de travailleurs voulurent manifester. Chassés de la place de l'Hôtel de Ville, dispersés chaque fois qu'ils se groupaient, ils finirent par se trouver sur une place où on effectuait des travaux de réparations. Les travailleurs surent se servir de la circonstance ; de gros tuyaux de fonte, une voiture d'ordures ménagères barrèrent la route aux charges de cavalerie, et les pavés et les pierres servirent aux prolétaires qui résistèrent courageusement et qui, même n'eurent pas toujours le dessous. De nombreuses arrestations furent effectuées et la répression s'exerça brutalement contre ceux qui s'étaient dressés contre les gardes mobiles.

Les résultats

Les nombreuses rentrées de la semaine ne permettaient guère d'espérer. Aussi les patrons surent-ils en profiter. La commission du coût de la vie réunie le 2,registra une augmentation de l'indice de 5,438 à 5,764, à peine 6 p. cent. Et le dimanche 3, les employeurs du port prévenaient les dockers que l'augmentation qui en résultait portait leur salaire à 34 francs par jour à partir du 4 août. Les ouvriers rentrent battus ; les nombreuses cartes syndicales distribuées dans le courant de la grève ne peuvent laisser d'illusion sur l'influence que les organisations en retireront. Les minoritaires Engler et Germaine Goujon d'une part, les majoritaires d'autre part, conservèrent jalousement la direction des mouvements dans les usines qui étaient sous leur influence, utilisant les réunions pour taper énergiquement sur l'autre tendance. Le patronat ne pouvait souhaiter mieux, les uns sont aujourd'hui partisans du « front unique », les autres de « l'unité », mais les uns et les autres ont oublié qu'ils appartenaient à la même organisation syndicale. Malgré le « tournant décisif », l'auto-critique con-

servera son caractère, et chacun attribuera à l'autre, l'échec du mouvement. En réalité, les uns et les autres ont été insuffisants et pour on ne sait quel prétexte, n'ont pas voulu unifier le mouvement. Déjà le 1er mai dernier, dockers et cheminots avaient échangé des coups ; aujourd'hui encore chacun voulant rester sur ses positions ne s'aperçoit pas qu'il cède du terrain devant la bourgeoisie, qui utilise fort bien la situation. Pourquoi a-t-elle subitement interdit les manifestations ? Parce que c'était la direction communiste de l'Union régionale qui avait décidé celle du dimanche et parce que l'Union locale (Engler et G. Goujon) n'y avait pas apporté son concours. Et on peut être certain qu'après les bagarres de l'autre dimanche, les tendances se heurteront plus violemment qu'avant, les uns disant « vous ne cherchez que la bagarre », les autres « la bourgeoisie vous permet ce qu'elle nous interdit parce que vous la servez ».

Socialistes et confédérés n'ont pas existé dans le mouvement. Mais le *Populaire* (4 août) a trouvé le moyen de servir le patronat en trompant les ouvriers des autres régions. Voici ce qu'il publie :

« A Rouen, par exemple, les patrons n'ont pas attendu pour établir un coefficient nouveau du coût de la vie. Ils n'ont même pas attendu le mois d'octobre prochain, ainsi que le demandent les patrons métallurgistes à Lille. Les salaires seront augmentés de 6 pour cent ! »

P. F.

DANS LE NORD

La manifestation de Lille

Le dimanche 3 août avait lieu à Lille une manifestation suivie d'un meeting, organisée par le P.C. et l'Union régionale unitaire pour l'élargissement du mouvement gréviste contre le versement ouvrier et pour la ratification de la délégation ouvrière en U.R.S.S. Malgré les affiches et les appels dans l'*Enchaîné*, la démonstration n'a réuni que 3.000 ouvriers, y compris de nombreuses délégations des diverses régions du Nord. Et il y avait déjà, dimanche, 30.000 ouvriers en grève à Lille.

La manifestation était autorisée ; mais l'appareil répressif de la Bourgeoisie s'était ostensiblement. Les 3.000 manifestants étaient encadrés par des centaines de gardes mobiles bottés, casqués, armés et appuyés eux-mêmes par des gendarmes et aussi par les files du socialiste Salengro.

Au meeting du Palais Rameau, la faiblesse numérique de la manifestation était prouvée par les vides, hélas très grands, dans la salle. Le Palais Rameau pouvait contenir 10.000 personnes ; le tiers de la salle n'était pas rempli. Ça n'empêcha pas l'*Humanité* d'affirmer la présence de 10.000 ouvriers. L'*Humanité* veut prouver que le « tournant » ne signifie pas l'abandon du bluff.

Après Porreyé qui donna un coup de patte aux « défaitistes » qui ont nié la radicalisation des masses, Racamond fit un discours où la « vie chère » tint une grande place au détriment de la « politisation » et enfin, Thorez, au nom du Parti, répondit à Tardieu en démontrant que le communisme n'était pas mort, au contraire, sur le thème cher à Cachin et devant une salle très clairsemée.

Non, Thorez, le communisme n'est pas mort, et il ne mourra pas, car il n'est pas associé à la destinée. Et la manifestation de Lille doit montrer aux ouvriers communistes pour qu'ils en tirent la leçon, les tristes résultats obtenus par la politique des Thorez.

Un correspondant.

Complément à l'appel de l'O. U.

Il convient, à la suite des signataires du dernier appel de l'O.U. concernant le congrès de l'I.S.R., d'ajouter des camarades de Tours, dont les noms suivent :

Du syndicat des cheminots de Tours P.O. : *Le Dail*, secrétaire de la section de la traction ; *Chailloux*, secrétaire adjoint de la section de la voie ; *Delabarre*, trésorier du syndicat ; *Patouet*, du conseil syndical.

Du syndicat des cheminots de Tours-Etat : *François*, secrétaire de la section traction ; *Griffaut*.

Et enfin, *Paulmier*, des municipaux, membre de la C.E. de l'U.R., *Chauveau*, de l'ameublement, et *Bazot*, de l'Enseignement du Maine-et-Loire.

AU CONGRÈS DE L'ENSEIGNEMENT

La majorité fédérale marque des points

Berlioz, passé maître dans l'art de couvrir les dirigeants de l'I.C., est en train, avec son compte-rendu du congrès de l'Enseignement dans l'*Humanité*, de damer le pion à Raveau lui-même. Le compte-rendu de notre camarade « délégué » remet au point les nombreuses inventions de Berlioz, sur l'*Humanité* mis au même rang que les journaux bourgeois par les « centristes » et sur une prétendue alliance de ces derniers avec la *Ligue syndicaliste*.

S'il faut résumer d'une ligne l'aspect de la première journée, nous dirons qu'elle fut caractérisée par les assauts furieux donnés au Bureau Fédéral par les partisans de la C.G.T.U., assauts qui furent repoussés victorieusement, sans que ceux-ci puissent obtenir le moindre succès. La M.O.R. (minorité oppositionnelle révolutionnaire), c'est-à-dire les partisans de la ligne de la C.G.T.U. et de l'I.S.R. sont responsables d'une séance scandaleuse où leur volonté de saboter le congrès par les moyens les plus grossiers, s'est étalée d'une façon ignoble. Pendant toute la matinée, ce ne fut dans les rangs de la M.O.R. que rugissements, insultes, entrecoupés de chants et même d'actes de provocation.

La veille, dimanche soir, l'Internationale des travailleurs de l'enseignement, cette internationale fondée par la Fédération elle-même, avait eu le front de convoquer de prolétariat marseillais à venir juger dans un meeting public, la politique actuelle de la Fédération. Mais le prolétariat avait préféré se promener et c'est devant des banquettes vides que Vernochet, Husson et autre Blaise discoururent sur « l'opportunisme » et « l'essor révolutionnaire des masses ». Cet acte inqualifiable de l'I.T.E. et de son secrétaire Vernochet, souleva l'indignation dans l'immense majorité du congrès. Comme d'autre part, la M.O.R. avait emporté dimanche la majorité dans les groupes de jeunes et P.U.G.E.E., on comprend la tension des esprits à l'ouverture du congrès.

Exploits de Vernochet et Cie

A l'ouverture, le président lut un assez long message des travailleurs russes de l'enseignement ou, dans le style stéréotypé des résolutions officielles, ils fondaient contre les « jaunes » (sic) et les contre-révolutionnaires » de la majorité fédérale. Vernochet voulut profiter du tumulte qui suivit ce singulier message de « sympathie » pour bondir à la tribune, avec l'appui des chœurs de la M.O.R. Vernochet éprouvait l'envie de parler... Cet hippopotame gonflé, qui tire son autorité de la position de bureaucrate que la fédération lui avait fournie dans le parti, dut se sauver sous les huées du congrès, debout, hurlant et criant.

Après une suspension de séance, un tumulte effroyable se produisit sur la composition du secrétariat ; le bureau fédéral confiant cette tâche au syndicat de l'Ardèche, la M.O.R. réclamant une représentation par tendance. Le vote par mandat eut lieu dans une atmosphère de bagarre ; 153 voix allèrent à la proposition du Bureau Fédéral, 84 à la proposition de l'Indre-et-Loire soutenue par la M.O.R. Une nouvelle bataille encore plus furieuse eut lieu au sujet de l'admission de la presse ; trois propositions étaient en présence, une du bureau fédéral, admettant toute la presse ouvrière et bourgeoise, qui recueillit 126 voix ; une de la M.O.R., admettant la seule *Humanité*, avec 69 voix et celle du Finistère, refusant la presse, qui obtint 17 voix.

On put enfin fixer l'ordre du jour du Congrès ; trois heures furent attribuées à chaque tendance dans la discussion du rapport moral et on leva la séance à midi, non sans avoir encore voté, dans une obstruction infernale de la M.O.R., une motion d'ordre contre toute obstruction. Il a fallu une matinée entière au Congrès pour régler des détails d'organisation qui, d'habitude, demandent quelques minutes.

Guilloré, de la Seine, entama la discussion sur le rapport moral. Il n'eut pas de peine à attaquer la minorité syndicaliste dans la question des Assurances sociales, où le *Cri du Peuple* a la

même position que le *Populaire*, puis il se tourne vers les dirigeants de la Fédération, cherchant à les mettre en contradiction avec leurs convictions antérieures. Puis, pour ne pas en perdre l'habitude, il brosse le tableau, cent fois entendu, de la situation mondiale, style « avant le tournant » sans oublier la position « fragile des dirigeants centristes » accrochés à la manche du trotskysme ».

Guilloré possède fort bien la manière bureaucratique, éclectique et roublarde d'exposer et de déformer les faits et les idées. Dans ce domaine, son avenir est certain, à moins qu'un tournant...

Thomas, vieux leader de la Ligue syndicaliste, lui succéda, avec un grand exposé historique du syndicalisme, depuis la fédération jurassienne à nos jours, en passant par la charte d'Amiens ! Le reste du temps, il se contenta de lancer quelques flèches sur la nouvelle direction unique, opposition unitaire, Ligue communiste ».

Bernard, de la majorité fédérale, exhiba des lettres ou s'étaient la pourriture de la bureaucratie majoritaire et les palinodies de l'actuel secrétaire de la fraction, Barne. Puis, s'élevant aux questions politiques, il fit un commentaire extrêmement vivant du 6e conseil central de l'I.S.R., ainsi que du 5e Congrès confédéral, et mit à nu la contradiction fondamentale des dirigeants, le mélange des phrases de gauche avec le plus plat opportunisme.

La séance de nuit s'ouvrit vers 9 h. 30.

La M.O.R. qui cultive l'enfance, envoyait à la tribune une demi-douzaine de normaliens des deux sexes qui vinrent sagement réciter le catéchisme : radicalisation des normaliens, fascisation de la direction, confiance à la C.G.T.U. et ses partisans.

Le tournant : nouvelle duperie

Puis Rollo eut la parole. Dans un magnifique discours, notre camarade analyse le caractère de la troisième période et du nouveau tournant. Il fit un historique entier de l'I.C. et constata que ses erreurs systématiques commencèrent après 1923 dans la discussion qui opposa la « gauche » allemande à Trotsky. « De 1923 à 1928, l'I.C. s'est constamment trompé », conclut-il. Il montra la ligne de l'I.C. zigzaguant de l'ultra-gauche à l'ultra-droite, obligée après coup, au 6e Congrès, d'échafauder la théorie de « la 3e période ». Analysant les thèses des différents exécutifs, il montra clairement les modifications apportées à la troisième période, puis les préjudices du tournant amorcé théoriquement dans le discours de Manouïlsky, à l'exécutive de février 1930. Rien à attendre du tournant, nouvelle duperie des militants ; mais, pour conclure, dit-il, « il faut conserver la fédération et travailler au triomphe de l'opposition unitaire dans la C.G.T.U. »

La séance fut levée vers une heure du matin.

Voici, brièvement résumé, l'essentiel de cette première journée. On peut dire qu'elle fut un grand échec de la bureaucratie, qui ne put à aucun moment et malgré sa troupe de saboteur, empêcher les militants de s'exprimer et la majorité fédérale de mener les débats comme elle l'entendait. L'énergique attitude et la cohésion de la majorité fédérale est un encouragement pour l'activité de toute l'opposition unitaire. — Un délégué.

L'Opposition unitaire dans les grèves du Nord

Halluin, le 4 août 1930

A la C. E. de la 1^{re} U.R.

Au Comité Central de grève,

Chers camarades,

Le bureau de l'Opposition unitaire du Nord, dans sa réunion d'hier, a examiné sérieusement la situation dans notre région, tant au point de vue syndical, qu'au point de vue des luttes ouvrières contre le versement ouvrier et pour l'augmentation des salaires.

Nous étions hier des adversaires résolus de la politique extrême-gauchiste que l'on imposait dans les syndicats unitaires ; nous demeurons aujourd'hui des adversaires résolus du « tournant » qui mènera nos organisations syndicales après beaucoup d'hésitations, aux pratiques opportunistes les plus caractérisées.

Mais devant l'ampleur du mouvement gréviste, notre devoir nous commande de ne pas rester inactifs et en dehors de la bataille ; nous voulons en être et y prendre notre part de responsabilités.

Nous sommes donc à votre disposition pour l'agitation, la propagande, pour toutes réunions, et, en général, pour tous les travaux décidés par le comité central de grève.

Pour le bureau de l'O. U.

de la 1^{re} U. R. :

Albert CORNETTE.

CONTRE LE VERSEMENT OUVRIER LETTRE DU BOURGET

Depuis quelque temps une effervescence régnait à l'Electro-Mécanique au Bourget, contre le versement ouvrier. Quelques camarades inorganisés qui travaillaient dans l'usine réussirent à canaliser ce mécontentement et à la distribution des feuilles de paye, celles-ci furent reportées en bloc au bureau par quelques ouvriers pour protester contre la retenue et exiger une augmentation de salaires. La direction refusa de prendre connaissance des revendications. En réponse à cette attitude, les ouvriers firent la grève sur le tas et refusèrent de sortir avant l'heure normale. Le lendemain, mardi 29, les filices étaient postées devant l'usine. Les ouvriers entrèrent et continuèrent la grève sur le tas. A la rentrée d'une heure, les portes étaient fermées. Les ouvriers se réunirent à la « Chaumière » et envisagèrent les mesures à prendre avec un délégué de la 20^e Union régionale.

Une autre usine « Meunier Canalisation Electrique » à quelques centaines de mètres déposait également ses revendications et se réunissait dans l'usine. La direction fit entrer les filices pour faire évacuer l'usine. Les filices se montrèrent particulièrement odieuses envers les femmes qui sont la presque totalité du personnel. Celles-ci décidèrent d'aller rejoindre les ouvriers de l'Electro à la « Chaumière ». Ensemble ils constituèrent leur comité de grève. Dès lors, les ouvriers furent en butte aux provocations continuelles de la part des filices. Le 1er août, le comité de grève, composé de 10 camarades se réunit plus tôt que l'ensemble des grévistes. Les filices profitèrent du petit nombre des membres du comité pour les arrêter sous le motif ridicule qu'ils ne consommaient pas et les conduisirent au commissariat de Pantin où ils restèrent assez tard dans la nuit.

Le lendemain, les ouvriers et les ouvrières de chez Meunier, condamnèrent ces provocations et un camarade gréviste leur fit comprendre la collusion qui existe entre patronat et gouvernement — ce qui dépasse les cadres du corporatisme. Ceux-ci décidèrent à une grande majorité de continuer la grève. Mais par contre, une minorité importante décidait, malgré ce vote, la reprise du travail et lundi, l'ensemble de l'Electro rentrait. Meunier continuait, la semaine prochaine nous étudierons les raisons de cet échec. — G. ROULET.

la Vérité
ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE
OPPOSITION
Hebdomadaire

45, Boulevard de la Villette, Paris X^e

Abonnement : 6 mois 13 fr.

1 an 25 fr.

Chèque postal : P. Frank 136.855

Paris

Directeur politique : A. Rosmer

Administrateur : P. Frank

LA VERITE

45, Boulevard de la Villette, Paris
(entrée : 6, rue Henri-Feulard)

Permanence :

tous les jours de 14 h. à 19 h. 30

La Vie de l'Opposition

La discussion est ouverte dans l'opposition belge

Comme nous l'avons annoncé, nous publions la résolution par laquelle la Fédération de Charleroi a ouvert la discussion engagée dans l'Opposition communiste de gauche belge :

RÉSOLUTION

L'opinion de la Fédération Oppositionnelle de Charleroi (Belgique) sur la conférence d'unification de l'Opposition communiste de gauche internationale.

Sentant le besoin d'une étroite liaison internationale des groupes oppositionnels et des éléments dispersés de la gauche communiste animés de la volonté de lutter pour le redressement de la III^e Internationale :

La Fédération de Charleroi approuve l'initiative de convocation d'une Conférence internationale des groupes d'opposition communiste de gauche prise par le groupe « La Vérité ». A son avis, la conférence projetée doit avoir pour but essentiel de mettre fin à une situation équivoque qui n'a que trop duré et qui a porté grand préjudice à la véritable opposition communiste de gauche en permettant aux stalinien d'exploiter contre l'opposition russe de gauche, dirigée par le camarade Trotsky, les erreurs politiques commises par des groupes et éléments se déclarant de l'opposition de gauche mais qui, par leur activité, sont en opposition directe avec la politique fondamentale de l'opposition russe luttant avec conviction pour le redressement de l'Internationale Communiste et avec la certitude que les forces révolutionnaires russes, aujourd'hui étouffées par le régime bureaucratique stalinien, mais indéfectiblement attachées au régime des Soviets, à la défense de l'U.R.S.S. sauront, sous la direction politique de l'Opposition communiste, empêcher le retour au pouvoir de la bourgeoisie en Russie et redresser le Parti communiste russe.

Cette conférence doit permettre de faire une démarcation très nette entre les groupements et éléments qui sont d'accord avec l'Opposition russe de gauche (bolchéviks-léninistes) et les groupements se disant « communistes de gauche » qui désespèrent du redressement de l'Internationale Communiste, considèrent que Thermidor est accompli ou, s'il n'est pas accompli, est inévitable en Russie, sont partisans avoués ou cachés de la création d'une IV^e Internationale, sympathisent ouvertement ou secrètement avec des groupements syndicalistes ou politiques hostiles au communisme. Cette démarcation doit se faire sur la base d'un examen de l'activité générale des groupes, de leur organisation, de leur politique et surtout de la position qu'ils ont prise dans la question du conflit sino-russe, qui permit de juger dans quelle mesure ils mettaient leurs actes en concordance avec leurs déclarations de défense de l'U.R.S.S. Cette démarcation étant établie, les groupes d'opposition communiste de gauche qui sont d'accord avec l'Opposition russe, doivent rompre ouvertement avec les groupes qui se réclament du communisme, mais ne veulent pas lutter avec conviction pour le redressement de l'Internationale Communiste.

Ils doivent s'unir internationalement et combattre ouvertement avec la volonté d'anéantir les groupes qui ne peuvent que perpétuer l'équivoque et la confusion, empêchant les travailleurs de voir la vraie figure de l'Opposition communiste internationale, et les buts politiques que celle-ci poursuit.

L'Opposition Communiste doit, dès le début de son unification, combattre et rejeter impitoyablement de ses rangs les éléments dirigeants (quels qu'ils soient) qui, soit ouvertement, soit sournoisement, veulent soustraire leur activité au contrôle de la base et du Comité international de direction oppositionnelle.

Car, d'une part la survivance dans les rangs de l'Opposition d'un esprit

bureaucratique, autoritaire, vaniteux des chefs hostiles au contrôle actif de la base, esprit qui a empoisonné la vie de l'Internationale Communiste, constituerait un danger mortel pour l'Opposition Communiste s'il n'était pas déraciné dès le début.

D'autre part, l'esprit d'indépendance national des groupes vis-à-vis du contrôle (ce qui ne veut pas dire : ordres à exécuter sans discussion) d'une direction internationale oppositionnelle constitue un autre danger très sérieux, car il ne fait que cacher le plus souvent une volonté d'indépendance personnelle des chefs de groupes voulant agir à leur gré dans les cadres de la politique nationale ou régionale.

Pratiquement, cet esprit d'indépendance nationale des groupes se réclamant « circonstanciellement » du communisme est anti-communiste.

Ces deux dangers doivent être combattus et écartés, si l'Opposition Communiste de gauche veut aboutir à une homogénéité intérieure qui sera la meilleure garantie de succès de son travail parmi les masses. A notre avis, c'est dans la mesure où, dès le début de son unification, l'Opposition Communiste, tirant des enseignements précieux de la prise du communisme, saura écarter d'elle les éléments troubles, les chefs politiquement désarmés et découragés par la scission communiste, chefs incapables d'être des animateurs du mouvement ouvrier, capables seulement de le fourvoyer, mais désireux de s'accrocher à l'Opposition Communiste pour ne pas sombrer politiquement, qu'elle pourra, avec sérieux et enthousiasme, aborder l'examen des grands problèmes qui se posent.

La Fédération de Charleroi de l'Opposition Communiste.

Les mensonges et les calomnies des bureaucrates indo-chinois

Les bureaucrates ne se sentent pas tranquilles devant le développement du groupe indo-chinois de l'Opposition de gauche. Un tract est distribué par eux invitant les étudiants et ouvriers à venir nombreux dans le parti ; mais c'est plutôt une attaque contre les « trotskystes, contre-révolutionnaires », « tremblants de peur devant la répression impérialiste », et qui « luttent contre le parti ». Cela n'empêche pas qu'ils affirment ailleurs, dans le *Lao-Nông* (l'ouvrier et le paysan) que ceux-là sont tous de « vaillants camarades ».

Pour masquer leur inactivité et leur queunisme (leur « comité de lutte » n'est fondé que trois mois après les événements de Yen-Bay) ils déforment la vérité en déclarant que ce sont eux qui ont organisé la manifestation de l'Elysée et que le camarade Tao était en tête du mouvement. Allons donc ! Tous les Indo-chinois savent de quoi il s'agit ! Ce mensonge ne fait qu'aggraver leur renommée bureaucratique.

Et cette renommée nous fait vraiment pitié. Ces bureaucrates n'arrivent même pas à digérer la sauce stalinienne-menchéviste du bloc des classes. Ils disent dans leur tract que l'ouvrier et le paysan sont de la même classe !

Messieurs les bureaucrates, on n'explique pas le développement de l'Opposition de gauche par ce que les « trotskystes sont contre-révolutionnaires » mais par le caractère faux et criminel de la politique stalinienne, cette politique opportuniste qui a sapé la Révolution chinoise, même à la ruine les mouvements coloniaux par sa théorie du bloc des quatre classes. Nous ne sommes pas contre le Parti, mais contre la bureaucratie stalinienne et contre la politique fautive et menchéviste de la direction actuelle. Nous voulons au contraire le redressement du parti sur sa base prolétarienne, une politique léniniste.

Au moment de la fusion des partis « révolutionnaires » d'Indochine en un seul, une politique juste est plus que jamais nécessaire.

Achetez toujours LA VERITE au même marchand.

A l'aide de «LA VERITÉ»

Nos camarades ne répondent pas encore d'une façon assez soutenue à notre appel. Un effort sérieux est immédiatement nécessaire : la vie du journal est en danger.

Où sont les cotisations régulières ? Où sont les camarades de province qui collectent hebdomadairement les souscriptions ? Où sont les collectes recueillies à chaque souscription ? L'exemple de nos camarades de Bagnolet doit être suivi.

SOUSCRIPTION DE LA SEMAINE

Groupe de Bagnolet, 100 fr. ; Legel, 10 ; Groupe de Paris, 40 ; M.G., 33,50 ; Buren, 25 ; 2 camarades du Parti, 5 ; J.L., reliquat d'abonnement, 7 ; Vacher, 20 fr. ; Archio marxiste, 20 ; Rollin, 7. A. M. 15. — Total 282 fr. 50.

ENTR'AIDE OPPOSITIONNELLE

Buren 25 »

COMMENT LES POPISTES CONÇOIVENT LA LUTTE DE CLASSES

« ÇA IRA »

suspendu en août et septembre

« La trêve qu'un quotidien n'aurait pu s'accorder sans de multiples inconvénients, notre hebdomadaire a pu se la ménager, à la faveur de nos deux mois d'été, pendant lesquels la mise en vacances de l'appareil parlementaire et judiciaire de l'Etat bourgeois et le ralentissement général et habituel de la vie politique, rendent moins urgente la parution d'un organe périodique de combat politique. »

La Direction de ÇA IRA (25 juillet 1930).

Les événements de ROUBAIX, TOURCOING, HALLUIN, BERLIN, BOMBAY, HANKEOU ? Evidemment, il ne se passe rien.

VIENT DE PARAITRE :

L'an I de la Révolution Russe

par Victor SERGE

Un volume de 500 pages

Prix actuel : 20 fr. franco

Librairie du Travail,

17, rue de Sambre-et-Meuse

PARIS (10^e)

Sommaire du Bulletin de l'Opposition (Bolchéviks-léninistes)

Août 1930 - N° 14 (entièrement en langue russe)

Qui vaincra ?
N. M. — Du « nouveau » dans le Parti.

Compléments à la biographie politique de Staline.

Alfa. — Remarques d'un journaliste. Deux ou personne. (Un discours énigmatique de Blucher) ?

La parabole du ?
Portrait de Yaroslavsky par lui-même.

Sur quoi compte Manouilsky.

A. T. — La collectivisation telle qu'elle est. La situation dans les villages après la « généralisée » (lettre de la campagne).

N. Markin. — Une recrudescence insensée de la répression contre les bolchévik-léninistes, comme élément principal de la préparation du 16^e congrès du Parti.

Lettres de l'U.R.S.S. — Une lettre de Moscou. Une lettre d'exil. — Sur Rakovsky. — La vie dans les isolateurs. — Extrait d'une lettre (Moscou). — Déclaration des déportés de Roubstev au C.C. du P.C. de l'U.R.S.S. — E.R. La déclaration d'avril et ses échos. — Une voix de la prison.

L. Trotsky. — Staline, théoricien. 1. Le bilan d'un paysan dans la révolution démocratique et dans la révolution socialiste.

2. La rente foncière, ou Staline approfondit Engels et Marx.

3. Les formules de Marx et la hardiesse de l'analphabétisme.

VIENT DE PARAITRE :

Le numéro 23 de juillet

«La Lutte de Classes»

Au Sommaire :

Vers le capitalisme ou vers le socialisme ? Un craquement dans l'appareil, par L. Trotsky. Ces deux articles doivent être lus après le 16^e Congrès du P.C. Russe.

Une documentation fondamentale sur la situation du communisme italien : *Blasco* : Les problèmes révolutionnaires de l'Italie et nos divergences. — L. Trotsky : Lettre à la nouvelle Opposition du P. C. Italien. — Lettres de la fraction de gauche italienne (Prometeo) au Secrétariat International de l'Opposition de gauche et à Trotsky. — Réponse de Trotsky à la fraction de gauche. Etc...

Prix du numéro de 80 pages, 3 francs. Abonnez-vous !

En vente dans les principaux kiosques et à la *Vérité*, 45, boulevard de la Villette, à la *Librairie du Travail*, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris, 10^e.

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC
10, Cité Nys, PARIS-XI^e
Tél. : MAnilmontant 73-26

LÉON TROTSKY

Ma Vie

Traduit sur le manuscrit russe par MAURICE PARIJANNE

I
1874-1905

II
1905-1917

III
1917-1929

Chaq. vol. 16 fr. 50

«Je ne puis nier que ma vie n'a pas été des plus ordinaires»
L. TROTSKY

7, Place St-Sulpice, Paris, 6^e

AUX ÉDITIONS RIEDER